

TROISIÈME TRIMESTRE

Rapport du troisième trimestre de l'exercice 2020 aux actionnaires



cg/Canaccord Genuity

Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2020

Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire de 0,23 \$¹ au troisième trimestre

TORONTO, le 5 février 2020 – Groupe Canaccord Genuity Inc. (Canaccord Genuity ou la Société, TSX : CF) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du troisième trimestre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

« Nos résultats du troisième trimestre mettent en lumière les progrès soutenus réalisés à l'appui de nos objectifs stratégiques, toutes nos unités d'exploitation ayant contribué à la rentabilité affichée par l'ensemble de la Société, a déclaré M. Dan Daviau, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. À l'approche du quatrième trimestre de l'exercice, nous continuons de miser sur le dynamisme de l'ensemble de nos activités. Nous avons également cerné des stratégies qui devraient se traduire par une diminution d'environ 20,0 millions \$ des coûts annuels de base et par l'amélioration des marges. »

Points saillants du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

- L'ensemble des activités de la Société et des régions où elle les exerce ont contribué à sa rentabilité au troisième trimestre de l'exercice.
- Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat par action ordinaire après dilution pour le troisième trimestre s'est établi à 0,23 \$ (0,17 \$ selon les IFRS).
- Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat par action ordinaire après dilution pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020 a été de 0,64 \$ (0,45 \$ selon les IFRS), soit une baisse de 7,2 % en regard de celui inscrit pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 (et une baisse de 6,3 %, par rapport à 0,48 \$ selon les IFRS).
- Compte non tenu des éléments importants, le résultat par action après dilution du troisième trimestre attribuable aux activités de gestion de patrimoine mondiale a représenté 52,2 % du résultat du trimestre.
- Le total des actifs pour le compte des clients tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale a augmenté de 21 % d'un exercice à l'autre pour s'élever à 72,8 milliards \$, reflet des profits réalisés sur les marchés et de l'apport des activités élargies de la Société en Australie.
- Les activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont affiché des produits tirés des honoraires de consultation trimestriels atteignant un sommet presque record de 60,6 millions \$ (deuxième trimestre en importance pour les produits enregistrés).
- Le dividende sur actions ordinaires a été de 0,05 \$ par action au troisième trimestre.
- La remise de capital aux actionnaires a été de 75,4 millions \$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, grâce aux dividendes versés sur les actions ordinaires et aux rachats d'actions.
- Le rachat d'actions a été d'un montant total d'environ 45,9 millions \$ dans le cadre de l'offre publique de rachat importante et de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, réduisant ainsi de 7,2 % le nombre d'actions ordinaires en circulation par rapport à celui inscrit à la clôture de l'exercice 2019.
- Des stratégies permettant de réduire les coûts de 20,0 millions \$ ont été cernées en vue d'améliorer les marges.

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du troisième trimestre	1	Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	34	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	37
Rapport de gestion	5	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	35	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	38
États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	33	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	36		

	Trimestres clos les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre précédent	Trimestres clos les 30 septembre	Variation par rapport au trimestre précédent
	T3/20	T3/19 ⁴			
Produits des activités ordinaires	308 014 \$	331 600 \$	(7,1) %	270 697 \$	13,8 %
Points saillants du troisième trimestre de l'exercice – sur une base ajustée¹					
Charges, compte non tenu des éléments importants ¹	277 004 \$	285 702 \$	(3,0) %	242 125 \$	14,4 %
Résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants ¹	0,23 \$	0,28 \$	(17,9) %	0,18 \$	27,8 %
Résultat net, compte non tenu des éléments importants ^{1,2}	30 458 \$	36 843 \$	(17,3) %	23 760 \$	28,2 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, compte non tenu des éléments importants ^{1,3}	27 619 \$	34 491 \$	(19,9) %	21 512 \$	28,4 %
Points saillants du troisième trimestre de l'exercice – IFRS					
Charges	285 731 \$	290 991 \$	(1,8) %	254 527 \$	12,3 %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,17 \$	0,25 \$	(32,0) %	0,10 \$	70 %
Résultat net ²	22 840 \$	32 458 \$	(29,6) %	13 178 \$	73,3 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ³	20 158 \$	30 106 \$	(33,0) %	11 137 \$	81,0 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5 du rapport de gestion.

2) Avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées.

3) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

4) Au cours des neuf mois clos le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018, l'ajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Les activités de gestion de patrimoine mondiale combinées ont généré des produits des activités ordinaires de 128,4 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice, soit une hausse de 10,7 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, l'apport de ce secteur au résultat net avant impôt s'est établi à 18,6 millions \$, ce qui représente 60,0 % du résultat net ajusté avant impôt attribuable aux secteurs d'activité combinés de la Société pour le trimestre considéré.

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 46,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a comptabilisé un résultat net de 4,1 millions \$ au T3/20.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 71,3 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, ont affiché un résultat net de 14,3 millions \$ avant impôt au T3/20.
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 11,1 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, ont affiché un résultat net de 0,1 million \$ avant impôt au T3/20.

Les produits générés au troisième trimestre par les activités de gestion de patrimoine de la Société au Royaume-Uni et en Europe se sont accrues de 15,4 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et de l'apport des acquisitions de Thomas Miller et de McCarthy Taylor. Compte non tenu des éléments importants¹, la marge bénéficiaire avant impôt de ce secteur a été de 20,1 % pour le trimestre et de 20,7 % depuis le début de l'exercice.

Les produits générés par les activités de gestion de patrimoine de la Société en Amérique du Nord ont diminué de 15,1 % d'un exercice à l'autre, en raison surtout de la baisse des produits tirés du financement de sociétés liée au recul des nouvelles émissions par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La marge bénéficiaire avant impôt dans ce secteur d'activité a reculé et s'est fixée à 9,0 % au cours du trimestre considéré, mais a diminué de 1,1 point de pourcentage et s'est établie à 13,1 % pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie ont généré des produits de 11,1 millions \$, résultat attribuable à l'apport de l'acquisition de Patersons Securities Limited conclue le 21 octobre 2019.

Le total des actifs pour le compte des clients tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale de la Société a atteint 72,8 milliards \$ à la fin du troisième trimestre de l'exercice.

- Les actifs pour le compte des clients en Amérique du Nord totalisaient 21,0 milliards \$ au 31 décembre 2019, en hausse de 2,8 % en regard de 20,4 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et de 14,9 % en regard de 18,3 milliards \$ au 31 décembre 2018.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

- Les actifs pour le compte des clients au Royaume-Uni et en Europe atteignaient 48,1 milliards \$ (28,1 milliards £) au 31 décembre 2019, en hausse de 8,9 % en regard de 44,2 milliards \$ (27,1 milliards £) à la fin du trimestre précédent et en hausse de 16,9 % en regard de 41,2 milliards \$ (23,8 milliards £) au 31 décembre 2018.
- Les actifs pour le compte des clients en Australie détenus dans les plateformes de gestion des placements de la Société s'élevaient à 3,7 milliards \$ au 31 décembre 2019, ce qui découle surtout de l'apport de l'acquisition de Patersons Securities Limited. En outre, des actifs pour le compte des clients totalisant 11,0 milliards \$ sont également détenus dans d'autres comptes de la plateforme de négociation de gestion de patrimoine en Australie.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a enregistré des produits des activités ordinaires de 174,2 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice et de 512,9 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, soit respectivement des baisses de 16,8 % et de 5,8 % en regard des périodes correspondantes de l'exercice précédent qui s'expliquent surtout par la diminution des activités de négociation et de financement de sociétés au cours de l'exercice considéré. Compte non tenu des éléments importants¹, ce secteur a inscrit un résultat net avant impôt de 16,0 millions \$ au cours du troisième trimestre et de 45,2 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020.

- Marché des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file ou cochef de file pour 52 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit total de 2,0 milliards \$ CA au cours du T3/20.
- Marché des capitaux Canaccord Genuity a participé à 108 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit total de 8,7 milliards \$ CA au cours du T3/20.

Les activités de la Société sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont été le plus important vecteur du rendement des produits tirés de ce secteur au cours du trimestre, lesquels se sont établis à 82,2 millions \$, notamment du fait d'une augmentation de 125,3 % des produits tirés des activités de consultation d'un exercice à l'autre, sous l'effet de l'apport de l'acquisition de Petsky Prunier conclue au T4/19.

Les produits générés par les activités sur les marchés des capitaux au Canada ont diminué de 42,3 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait d'une baisse des activités de financement de sociétés et de consultation et d'une diminution des produits tirés des commissions et des honoraires. Malgré la diminution des produits des activités ordinaires, ce secteur demeure un des principaux preneurs fermes au Canada. Pour l'année civile 2019, Marché des capitaux Canaccord Genuity au Canada s'est classée au premier rang pour les PAPE et au deuxième rang pour les activités de prise ferme d'actions selon les données du classement de Bloomberg.

Compte non tenu des éléments importants, les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont inscrit un résultat net avant impôt de 3,4 millions \$ au troisième trimestre, le faisant ainsi passer à 2,8 millions \$ pour l'exercice. Ces activités ont permis de décrocher la première place (ex æquo) à l'AIM au Royaume-Uni quant au nombre de transactions sur les marchés des capitaux propres au cours de l'année civile 2019 selon les données du classement d'Acuris.

Pour le trimestre considéré, les produits des activités ordinaires de la Société sur les marchés des capitaux en Australie ont plus que doublé par rapport à ceux inscrits au trimestre clos le 31 décembre 2018.

Sommaire des faits saillants de la Société

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a racheté aux fins d'annulation 8 485 383 de ses actions ordinaires. En effet, 7 272 727 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019 et conclue le 9 août 2019. De plus, 1 202 856 actions supplémentaires ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle et 9 800 actions ont été rachetées, mais n'avaient pas encore été annulées, au 31 décembre 2019.

Le 21 octobre 2019, par l'entremise de ses activités en Australie, la Société a conclu l'acquisition de Patersons Securities Limited précédemment annoncée, ce qui accroît l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine en Australie et met en place une plateforme robuste en vue de leur expansion.

Dans le cadre des efforts soutenus à l'appui du contrôle et de la gestion des coûts, la Société a cerné des stratégies qui devraient permettre de réduire d'environ 20,0 millions \$ ses coûts annuels de base. Elle prévoit les mettre en œuvre au cours de l'exercice 2021.

Les éléments importants suivants ont eu une incidence sur les résultats pour le troisième trimestre et le cumul de l'exercice 2020 :

- L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises et des frais connexes à l'acquisition et à la restructuration de Thomas Miller et de Patersons Securities Limited
- Les frais liés aux efforts d'intégration soutenus des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe de la Société
- Certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe
- De plus, les résultats du trimestre considéré ont été touchés par la comptabilisation de 6,0 millions \$ d'actifs d'impôt différé dans le cadre des activités menées aux États-Unis par la Société, lesquels n'avaient pas été comptabilisés auparavant en raison des pertes historiques. La comptabilisation des actifs d'impôt différé a donné lieu à un taux d'impôt effectif de 1,8 % sur une base ajustée pour le trimestre considéré et à un taux de recouvrement effectif de 2,5 % selon les IFRS.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Principales informations financières compte non tenu des éléments importants¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018 retraitées ³	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	308 014 \$	331 600 \$	(7,1) %	904 219 \$	905 759 \$	(0,2) %
Total des charges selon les IFRS	285 731 \$	290 991 \$	(1,8) %	834 414 \$	818 646 \$	1,9 %
Produits des activités ordinaires						
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	308 014 \$	331 600 \$	(7,1) %	904 219 \$	905 759 \$	(0,2) %
Total des charges selon les IFRS	285 731 \$	290 991 \$	(1,8) %	834 414 \$	818 646 \$	1,9 %
Charges						
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>						
<i>Marché des capitaux Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 458 \$	639 \$	284,7 %	7 394 \$	1 857 \$	298,2 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	1 316 \$	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	1 806 \$	1 173 \$	54,0 %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>						
<i>Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 445 \$	2 745 \$	25,5 %	10 016 \$	8 353 \$	19,9 %
Frais de restructuration	1 250 \$	—	négl.	2 348 \$	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions	—	170 \$	(100,0) %	2 308 \$	170 \$	négl.
Paiements incitatifs liés aux acquisitions ²	1 574 \$	1 490 \$	5,6 %	4 435 \$	4 530 \$	(2,1) %
Frais de développement	—	245 \$	(100,0) %	—	245 \$	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	—	—	8 608 \$	(100,0) %
Total des éléments importants	8 727 \$	5 289 \$	(65,0) %	28 307 \$	26 252 \$	7,8 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	277 004 \$	285 702 \$	(3,0) %	806 107 \$	792 394 \$	1,7 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	31 010 \$	45 898 \$	(32,4) %	98 112 \$	113 365 \$	(13,5) %
Impôt sur le résultat – ajusté	552 \$	9 055 \$	(93,9) %	13 240 \$	22 620 \$	(41,5) %
Résultat net – ajusté	30 458 \$	36 843 \$	(17,3) %	84 872 \$	90 745 \$	(6,5) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	27 619 \$	34 491 \$	(19,9) %	77 349 \$	82 433 \$	(6,2) %
Résultat par action ordinaire de base, ajusté	0,29 \$	0,35 \$	(17,1) %	0,77 \$	0,86 \$	(10,5) %
Résultat par action ordinaire, après dilution, ajusté	0,23 \$	0,28 \$	(17,9) %	0,64 \$	0,69 \$	(7,2) %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition et aux initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

3) Au cours des neuf mois clos le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018, l'ajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Situation financière à la fin du troisième trimestre de 2020 comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2020

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 548,7 millions \$, en hausse de 89,5 millions \$ par rapport à 459,2 millions \$
- Fonds de roulement de 533,8 millions \$, en baisse de 12,7 millions \$ par rapport à 546,5 millions \$
- Total des capitaux propres de 851,2 millions \$, en hausse de 15,0 millions \$ en regard de 836,2 millions \$

Dividendes sur actions ordinaires et privilégiées

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 mars 2020 aux actionnaires inscrits le 28 février 2020.

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A, payable le 31 mars 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 20 mars 2020.

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C, payable le 31 mars 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 20 mars 2020.

Rapport de gestion

Troisième trimestre de l'exercice 2020 et périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2019 – ce document est daté du 5 février 2020

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans sa situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2019 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, la période de trois mois close le 31 décembre 2019 est aussi désignée par les termes « troisième trimestre de 2020 », « T3/20 » et « troisième trimestre de l'exercice 2020 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2019, qui commencent à la page 0 du présent rapport, la notice annuelle datée du 26 juin 2019 et le rapport de gestion annuel de 2019, y compris les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (états financiers consolidés annuels audités), qui se trouvent dans le rapport annuel de la Société daté du 5 juin 2019 (rapport annuel de 2019). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2019, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, la performance, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Les facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires non audités et les états financiers consolidés annuels audités de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2019 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2020 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et dans son rapport annuel de 2019 et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas non plus exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2019 (les « états financiers du troisième trimestre de 2020 ») qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers du troisième trimestre de 2020 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2019.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

La Société utilise, comme mesure de la performance, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débentures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débentures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions rachetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat importante ou de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA), le cas échéant, qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs pour le compte des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA au Canada, les ASG au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG au Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA au Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance liées aux activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, une perte liée à l'extinction des débentures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture du 6 juin 2018. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC (« Petsky Prunier ») sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis depuis la date de clôture du 13 février 2019. Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale ») depuis le 18 septembre 2017, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Limited ») (« McCarthy Taylor ») depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») (« Thomas Miller ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019. Depuis le T3/20, le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie comprend les résultats d'exploitation de Patersons Securities Limited (« Patersons ») (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») à partir de la date de clôture du 21 octobre 2019.

Conjoncture du marché au cours du T3 de l'exercice 2020

Contexte économique

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020, les marchés financiers sont demeurés axés sur les mesures de relance de la Réserve fédérale et sur l'éventualité d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine. La Réserve fédérale américaine a annoncé en octobre l'abaissement de son taux, ce qui s'est concrétisé en décembre, laissant entrevoir une pause prolongée dans le mouvement de baisse des taux. Parallèlement, la Réserve fédérale a continué d'injecter des liquidités au moyen d'achats d'actifs et d'opérations quotidiennes ou à longue durée de mise en pension de titres. La faiblesse de la croissance économique et des bénéfices au cours du trimestre a été neutralisée par la vigueur des mesures de relance mises de l'avant par les banques centrales à l'échelle mondiale, ce qui s'inscrit dans une vague d'optimisme soulevée par la « première phase » de l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine et le dynamisme du marché de l'emploi aux États-Unis. Dans l'ensemble, le rendement des indices S&P 500, S&P/TSX et MSCI Marchés émergents s'est accru respectivement de 9,1 %, 3,2 % et 9,6 % par rapport à celui du trimestre précédent. Le secteur des produits de base (+8,3 %) a profité de la décision de l'OPEP+ visant à réduire la production de pétrole à hauteur de 500 000 barils par jour (bpj) et de la dépréciation du dollar américain (-3,0 %). Par le fait même de ce contexte, le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans a diminué de 1,9 % au cours du trimestre.

Financement de sociétés et consultation

Les actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation ont à nouveau moins bien fait que celles des sociétés à grande capitalisation au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020. Le prix des produits de base s'est redressé, à l'instar du cours des actions de sociétés des secteurs minier et de l'énergie. Malgré cet élan, le cours des actions de sociétés du secteur des ressources demeure peu élevé par rapport aux niveaux historiques, ouvrant ainsi la voie à des possibilités d'activités de fusion et acquisition supplémentaires. Les activités de financement de sociétés et de consultation ont maintenu leur effervescence dans les secteurs cibles faisant appel à nos connaissances poussées du marché intermédiaire, et nous avons aussi constaté un dynamisme accru dans le secteur minier.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T3/19		T4/19		T1/20		T2/20		T3/20		
	31 déc. 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2019	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2019	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	238,4	-21,0 %	262,4	-14,3 %	258,7	-6,8 %	244,1	-6,1 %	267,1	12,1 %	9,4 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	218,6	-15,5 %	238,3	-8,7 %	239,3	0,0 %	227,4	-3,8 %	253,0	15,7 %	11,3 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration. Malgré un redressement robuste des marchés financiers, la relation entre les États-Unis et la Chine demeure fragile et la reprise économique mondiale projetée pour 2020 devrait demeurer modeste. Ces incertitudes pourraient gêner les activités de fusions et acquisitions et de mobilisation de capitaux du marché des sociétés à petite et moyenne capitalisation, mais, en revanche, faire fructifier nos activités de restructuration.

Négociation

Les activités de négociation dans nos principaux secteurs cibles ont ralenti au cours de la période de trois mois, comparativement aux niveaux atteints il y a un an, ce qui cadre avec le rendement inférieur dégagé par les actions des sociétés à petite et moyenne capitalisation dans certains marchés où nous menons des activités. La Réserve fédérale semblant disposée à assumer le risque d'inflation, nous prévoyons que les actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation axées sur les ressources tireront profit de la hausse des prix des produits de base et de la reprise projetée de l'économie mondiale.

Valeur moyenne au cours du trimestre/de l'exercice	T3/19		T4/19		T1/20		T2/20		T3/20			Exercice 2020	
	31 déc. 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2019	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2019	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	31 déc. 2019	(D'un exercice à l'autre)
Russell 2000	1496,8	(1,0) %	1509,0	(2,9) %	1549,0	(3,7) %	1534,2	(9,7) %	1590,6	6,3 %	3,7 %	1558,0	(2,7) %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1824,1	(1,6) %	1845,1	(3,6) %	1917,1	(0,8) %	1922,5	(4,4) %	1985,2	8,8 %	3,3 %	1941,7	1,0 %
FTSE 100	6991,6	(6,5) %	7061,3	(4,0) %	7357,4	(2,5) %	7359,4	(2,6) %	7329,4	4,8 %	(0,4) %	7348,7	(0,2) %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1012,0	(8,7) %	1027,2	(7,0) %	1076,6	(3,5) %	1083,4	(3,6) %	1137,9	12,4 %	5,0 %	1099,4	1,5 %
S&P/TSX	15042,0	(5,9) %	15621,7	(0,8) %	16374,1	3,2 %	16472,7	1,0 %	16780,2	11,6 %	1,9 %	16543,2	5,1 %

Gestion de patrimoine mondiale

Les valeurs de marché aux États-Unis, au Canada et dans les marchés émergents ont généralement dégagé des rendements positifs au cours de la période de trois mois. Le rendement des indices S&P 500, S&P/TSX et MSCI Marchés émergents s'est accru respectivement de 9,1 %, 3,2 % et 9,6 % par rapport à celui du trimestre précédent. Bien que la conjoncture accommodante du marché envers les placements à risque plus élevé ait eu une incidence défavorable sur les obligations du Trésor américain à 10 ans (-1,9 %), précisons que ce repli succède à une tendance positive sur plusieurs trimestres qui a permis aux actifs à revenu fixe de dégager des profits importants.

Rendement total (hors monnaies étrangères)	T3/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2020 Variation
S&P 500	(13,5) %	13,6 %	4,3 %	1,7 %	9,1 %	15,7 %
S&P/TSX	(10,1) %	13,3 %	2,6 %	2,5 %	3,2 %	8,5 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	(7,3) %	9,9 %	0,3 %	(1,9) %	9,6 %	7,9 %
MSCI MONDE	(12,7) %	12,3 %	3,8 %	0,1 %	9,1 %	13,3 %
INDICE S&P GS COMMODITY	(22,9) %	15,0 %	(1,4) %	(4,2) %	8,3 %	2,3 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	4,6 %	3,0 %	4,4 %	3,8 %	(1,9) %	6,3 %
\$ CA/\$ US	(5,4) %	2,2 %	1,9 %	(1,1) %	1,9 %	2,8 %
\$ CA/€	(4,2) %	4,5 %	0,6 %	3,1 %	(0,9) %	2,8 %

Perspectives

L'activité économique mondiale demeure faible, mais présente néanmoins des signes précurseurs de stabilisation. Bien que nous nous attendions à ce que la croissance des bénéfices reste modérée, l'injection massive de liquidités par les banques centrales mondiales a pour l'instant stimulé les investisseurs à voir plus loin que les bénéfices. En dépit de ce contexte d'évaluations élevées du marché et sous réserve d'un scénario de récession grave, nous anticipons que nos activités de gestion de patrimoine feront encore fructifier les actifs pour le compte des clients, les banques centrales semblant disposées à assumer le risque d'inflation. Nous sommes d'avis que cette conjoncture profitera aussi à nos activités de négociation, les investisseurs modifiant la composition et la répartition de leur actif en conséquence. Nous nous attendons notamment à ce que les produits de base de même que d'autres actifs sensibles à l'inflation puissent éventuellement tirer parti de cette conjoncture. À notre avis, les activités de financement de sociétés et de consultation demeureront florissantes puisque les sociétés se tourneront vers les activités de fusion et acquisition pour générer une croissance.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à être la référence en matière de banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

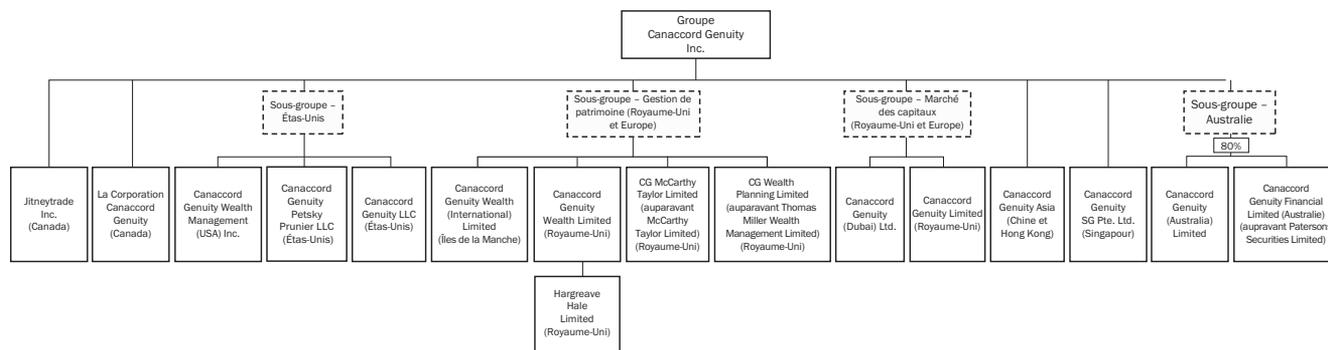
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes informatiques de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity au 31 janvier 2020. La Société, par l'intermédiaire de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., a conclu l'acquisition de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») le 21 octobre 2019.

La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited (auparavant « Canaccord Genuity Patersons Limited ») (80 % au 31 mars 2019); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 décembre 2019 (85 % au 31 mars 2019), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.

Résultats d'exploitation consolidés

SOMMAIRE DES DONNÉES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020^{1, 2, 6}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages et le nombre d'employés)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Variation d'un trimestre à l'autre	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre			Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018	2017		2019	2018 (retraité) ⁷	2017	
Canaccord Genuity Group Inc. (CGGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	147 191 \$	143 115 \$	125 709 \$	2,8 %	421 308 \$	418 897 \$	326 789 \$	0,6 %
Financement de sociétés	51 550	98 978	112 629	(47,9) %	188 343	233 925	186 681	(19,5) %
Honoraires de consultation	60 691	40 698	31 957	49,1 %	156 510	110 008	81 442	42,3 %
Négociation à titre de contrepartiste	27 149	30 776	29 138	(11,8) %	73 482	90 633	77 874	(18,9) %
Intérêts	16 622	12 703	6 861	30,9 %	48 468	37 275	17 830	30,0 %
Autre	4 811	5 330	3 148	(9,7) %	16 108	15 021	10 181	7,2 %
Total des produits des activités ordinaires	308 014	331 600	309 442	(7,1) %	904 219	905 759	700 797	(0,2) %
Charges								
Charge de rémunération	186 649	195 939	185 168	(4,7) %	539 337	541 363	436 813	(0,4) %
Autres charges indirectes ³	97 892	94 725	77 297	3,3 %	288 441	265 601	212 385	8,6 %
Frais connexes aux acquisitions	—	170	—	(100,0) %	4 114	1 343	6 548	206,3 %
Frais de restructuration ⁴	1 250	—	—	négl.	2 348	1 316	6 704	78,4 %
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	—	—	—	8 608	—	(100,0) %
Quote-part (du profit) de la perte d'une entreprise associée	(60)	157	94	(138,2) %	174	415	302	(58,1) %
Total des charges	285 731	290 991	262 559	(1,8) %	834 414	818 646	662 752	1,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat	22 283	40 609	46 883	(45,1) %	69 805	87 113	38 045	(19,9) %
Résultat net	22 840	32 458	36 598	(29,6) %	60 308	69 126	26 780	(12,8) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de CGGI	22 509	32 457	34 432	(30,6) %	60 202	67 867	24 685	(11,3) %
Participations ne donnant pas le contrôle	331	1	2 166	négl.	106	1 259	2 095	(91,6) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,17 \$	0,25 \$	0,29 \$	(32,0) %	0,45	0,48 \$	0,17 \$	(6,2) %
Dividendes par action ordinaire	0,05 \$	0,01 \$	0,01 \$	400,0 %	0,15 \$	0,03 \$	0,03 \$	négl.
Total de l'actif	4 453 741 \$	3 998 083 \$	3 317 204 \$	11,4 %				
Total du passif	3 600 164 \$	3 156 579 \$	2 538 841 \$	14,1 %				
Participations ne donnant pas le contrôle	2 343 \$	2 338 \$	12 031 \$	0,2 %				
Total des capitaux propres	851 234 \$	839 166 \$	766 332 \$	1,4 %				
Nombre d'employés	2 316	2 048	1 939	13,1 %				
Compte non tenu des éléments importants⁵								
Total des produits des activités ordinaires	308 014	331 600	309 442	(7,1) %	904 219	905 759	700 797	(0,2) %
Total des charges	277 004	285 702	259 160	(3,0) %	806 107	792 394	642 356	1,7 %
Résultat avant impôt sur le résultat	31 010	45 898	50 282	(32,4) %	98 112	113 365	58 441	(13,5) %
Résultat net	30 458	36 843	39 182	(17,3) %	84 872	90 745	44 345	(6,5) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de CGGI	29 970	36 842	37 016	(18,7) %	84 402	89 486	42 250	(5,7) %
Participations ne donnant pas le contrôle	488	1	2 166	négl.	470	1 259	2 095	(62,7) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	27 619	34 491	34 665	(19,9) %	77 349	82 433	35 008	(6,2) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,23	0,28	0,31	(17,9) %	0,64	0,69	0,33	(7,2) %

- Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.
- Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018 et 42 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017).
- Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et de l'actif au titre du droit d'utilisation et les frais de développement.
- Les frais de restructuration pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'à des coûts immobiliers et à d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie. Les frais de restructuration pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe. Les frais de restructuration pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 étaient liés à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers et à d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Hargreave Hale.
- Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.
- Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.
- Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018, l'ajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

négl. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018 (retraitées) ³	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	308 014 \$	331 600 \$	(7,1) %	904 219 \$	905 759 \$	(0,2) %
Total des charges selon les IFRS	285 731	290 991	(1,8) %	834 414	818 646	1,9 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>						
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	308 014	331 600	(7,1) %	904 219	905 759	(0,2) %
Total des charges selon les IFRS	285 731	290 991	(1,8) %	834 414	818 646	1,9 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 458	639	284,7 %	7 394	1 857	298,2 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	1 316	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	1 806	1 173	54,0 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 445	2 745	25,5 %	10 016	8 353	19,9 %
Frais de restructuration	1 250	—	négl.	2 348	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions	—	170	(100,0) %	2 308	170	négl.
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ²	1 574	1 490	5,6 %	4 435	4 530	(2,1) %
Frais de développement	—	245	(100,0) %	—	245	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Perte sur extinction de débetures convertibles ³	—	—	—	—	8 608	(100,0) %
Total des éléments importants	8 727	5 289	65,0 %	28 307	26 252	7,8 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	277 004	285 702	(3,0) %	806 107	792 394	1,7 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	31 010 \$	45 898 \$	(32,4) %	98 112 \$	113 365 \$	(13,5) %
Impôt sur le résultat – ajusté	552	9 055	(93,9) %	13 240	22 620	(41,5) %
Résultat net – ajusté	30 458 \$	36 843 \$	(17,3) %	84 872 \$	90 745 \$	(6,5) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	27 619	34 491	(19,9) %	77 349	82 433	(6,2) %
Résultat par action ordinaire de base, ajusté	0,29 \$	0,35 \$	(17,1) %	0,77 \$	0,86 \$	(10,5) %
Résultat par action ordinaire, après dilution, ajusté	0,23 \$	0,28 \$	(17,9) %	0,64 \$	0,69 \$	(7,2) %

négl. : négligeable

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition et aux initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

3) Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018, l'ajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Cette fluctuation du change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

Régions

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni et en Europe ». À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter l'organisation de ces unités d'exploitation. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

Goodwill

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

Malgré cette évaluation faite au 31 décembre 2019, des changements au contexte économique ou un contexte économique incertain pourraient faire changer cette évaluation. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et en Australie ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada ou à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

Produits des activités ordinaires

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour la période de trois mois close le 31 décembre 2019 se sont établis à 308,0 millions \$, en baisse de 7,1 %, ou 23,6 millions \$, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Au T3/20, le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity a enregistré une diminution de 35,2 millions \$, ou 16,8 %, comparativement aux produits inscrits au T3/20. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des produits tirés du financement de sociétés et des commissions et honoraires dans nos activités au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, contrebalancée en partie par une hausse des honoraires de consultation générée par nos activités aux États-Unis, ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe. Alors qu'ils avaient été exceptionnellement élevés au T3/19, les produits tirés de nos activités au Canada ont reculé de 35,3 millions \$, ou 42,3 %, en raison surtout de la diminution des produits tirés du financement de sociétés inscrite au T3/20. Aux États-Unis, les produits tirés des honoraires de consultation se sont accrus de 16,3 millions \$, ou 125,3 %, grâce à l'apport de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Faisant en partie contrepoids à la hausse des produits tirés des honoraires de consultation, les produits tirés des commissions et des honoraires, du financement de sociétés et de la négociation à titre de contrepartiste ont diminué, ce qui s'est traduit par une augmentation globale des produits tirés de nos activités aux États-Unis de 1,0 million \$ au T3/20 par rapport à ceux du T3/19. En ce qui a trait à nos activités au Royaume-Uni et en Europe, la réalisation de certains mandats de consultation au cours du T3/20 s'est traduite par une hausse des produits tirés des honoraires de consultation de 12,7 %, par rapport à ceux du T3/19. Cette hausse a été en partie neutralisée par la baisse des produits tirés du financement de sociétés attribuable au ralentissement des activités sur les marchés du Royaume-Uni. Nos activités en Australie ont affiché une hausse des produits de 6,8 millions \$, ou 108,3 %, du fait d'une augmentation des produits tirés du financement de sociétés découlant d'une intensification des activités au T3/20 essentiellement liée aux activités du secteur minier.

Les produits des activités ordinaires générés par notre secteur mondial Gestion de patrimoine Canaccord Genuity ont augmenté de 12,4 millions \$, ou 10,7 %, comparativement à ceux du T3/19, notamment en raison de l'apport de l'acquisition de Patersons en octobre 2019. Grâce à la progression des produits tirés des honoraires attribuable à l'augmentation des actifs pour le compte des clients et à l'apport des acquisitions de McCarthy Taylor et de Thomas Miller, les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont augmenté de 9,5 millions \$, ou 15,4 %, par rapport à ceux du T3/19. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires ont grimpé de 5,4 millions £, ou 15,0 %, par rapport à ceux du T3/19. Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont diminué de 8,2 millions \$, ou 15,1 %, par rapport à ceux de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, ce qui s'explique essentiellement par la diminution des produits tirés du financement de sociétés attribuable à la baisse des nouvelles émissions. En outre, des produits des activités ordinaires de 11,1 millions \$ ont été comptabilisés, correspondant à une augmentation de 10,1 millions \$ par rapport aux produits de gestion du patrimoine de 1,0 million \$ comptabilisés au T3/19, par suite de l'acquisition de Patersons au cours du T3/20 (les produits des activités de gestion de patrimoine en Australie étaient comptabilisés dans Marchés des capitaux avant le T3/20).

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. S'établissant à 147,2 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 4,1 millions \$, ou 2,8 %, par rapport à ceux du T3/19. Cette augmentation s'explique par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires attribuable à nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. Faisant en partie contrepoids à cette hausse, les produits tirés des commissions et des honoraires ont diminué de 13,0 millions \$, ou 26,3 %, comparativement à ceux du T3/19, baisse attribuable à nos activités sur les marchés des capitaux.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont baissé de 47,4 millions \$, ou 47,9 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour se fixer à 51,6 millions \$ au T3/20, du fait d'une diminution des activités sur les marchés des capitaux. Toutes les régions où nous exerçons nos principales activités ont vu les produits tirés des activités de financement de sociétés reculer, sauf en Australie, où les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 9,3 millions \$ au T3/20, en hausse par rapport à 3,3 millions \$ au T3/19.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont chiffrés à 60,7 millions \$, en hausse de 20,0 millions \$, ou 49,1 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont affiché une progression de 16,3 millions \$ au titre des produits tirés des honoraires de consultation, grâce à l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont également généré des produits tirés des honoraires de consultation en hausse de 2,4 millions \$ au T3/20, par rapport à ceux du T3/19, grâce à la réalisation de certains mandats. Les produits tirés des honoraires de consultation comptabilisés dans nos activités au Canada se sont plutôt maintenus par rapport à ceux du T3/19, affichant une hausse modeste de 0,5 million \$, ou 6,1 %.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont chiffrés à 27,1 millions \$ au T3/20, soit un recul de 3,6 millions \$, ou 11,8 %, par rapport à ceux du T3/19, qui découle surtout d'un fléchissement des activités de négociation et d'une baisse des produits dégagés par nos activités aux États-Unis.

Les produits d'intérêts se sont établis à 16,6 millions \$ au T3/20, une hausse de 3,9 millions \$, ou 30,9 %, comparativement à ceux du T3/19, qui est principalement attribuable à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et qui découle de l'accroissement des produits tirés de prêt de titres et de la hausse des prêts sur marge. Les produits divers ont été de 4,8 millions \$ au T3/20, une diminution de 0,5 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent qui découle de la baisse des produits tirés des services de courtage de correspondance.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les produits des activités ordinaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 se sont établis à 904,2 millions \$, en baisse de 0,2 %, ou 1,5 million \$, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux ont diminué de 31,4 millions \$, ou 5,8 %, pour s'établir à 512,9 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019. Cette diminution a été en partie pondérée par l'augmentation des produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale, qui ont généré 373,5 millions \$ depuis le début de l'exercice 2020, soit une augmentation de 28,8 millions \$, ou 8,4 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont chiffrés à 421,3 millions \$, en hausse de 2,4 millions \$, ou 0,6 %, en regard de ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, en raison essentiellement de la croissance enregistrée par nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont reculé de 45,6 millions \$, ou 19,5 %, par rapport à ceux des neuf premiers mois de l'exercice 2019, pour se fixer à 188,3 millions \$. En raison du fléchissement des activités de financement, les produits tirés du financement de sociétés ont diminué dans la plupart des principales régions où nous menons nos activités. Ce sont nos activités sur les marchés des capitaux au Canada qui ont enregistré la baisse la plus marquée, soit 30,0 millions \$, ou 28,2 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique notamment par une diminution des activités de financement des émetteurs dans l'industrie du cannabis.

S'établissant à 156,5 millions \$, les produits tirés des honoraires de consultation ont connu une hausse de 42,3 %, ou 46,5 millions \$, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle principalement d'augmentations de respectivement 41,9 millions \$, ou 124,7 %, générées par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, et de 9,2 millions \$, ou 28,4 %, issues de nos activités au Royaume-Uni et en Europe, attribuables à l'apport de l'acquisition de Petsky Prunier aux États-Unis au T4/19 et à la réalisation de certains mandats au cours de la période au Royaume-Uni et en Europe.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 73,5 millions \$, en baisse de 17,2 millions \$, ou 18,9 %, par rapport à ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018. Les activités au Royaume-Uni et en Europe ont enregistré une baisse de 6,9 millions \$, ou 49,9 %, par rapport aux produits inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait de modifications dans la composition du personnel découlant de nos mesures de restructuration. De plus, notre bureau aux États-Unis a inscrit une baisse de 10,8 millions \$, ou 14,7 %, par rapport au résultat comptabilisé au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, baisse attribuable à un ralentissement des activités de négociation.

Les produits d'intérêts ont progressé de 11,2 millions \$, ou 30,0 %, par rapport à ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, pour s'établir à 48,5 millions \$ depuis le début de l'exercice 2020, en raison surtout de la hausse des produits tirés de prêt de titres générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Les produits divers se sont inscrits à 1,1 million \$ au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, soit une augmentation de 16,1 millions \$ liée à la hausse des produits tirés de nos services de courtage de correspondance.

Charges

Les charges pour le T3/20 se sont établies à 285,7 millions \$, en baisse de 1,8 %, ou 5,3 millions \$, par rapport à celles du T3/19. Compte non tenu des éléments importants¹, les charges en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 3,8 points de pourcentage au T3/20 par rapport à celles du T3/19 et de 1,7 point de pourcentage pour les neuf mois clos le 31 décembre 2019 par rapport à celles de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, ce qui s'explique par la baisse des produits des activités ordinaires au T3/20 en regard de ceux du T3/19 et par la nature invariable de certaines composantes de la charge de rémunération au rendement et des autres charges indirectes.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Pour les périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018 (retraitées) ²	
Charge de rémunération	60,6 %	59,1 %	1,5 p.p.	59,6 %	59,8 %	(0,2) p.p.
Autres charges indirectes ¹	31,8 %	28,7 %	3,1 p.p.	31,9 %	29,5 %	2,4 p.p.
Frais de restructuration	0,4 %	0,0 %	0,4 p.p.	0,3 %	0,1 %	0,2 p.p.
Frais connexes aux acquisitions	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.	0,5 %	0,1 %	0,4 p.p.
Perte sur extinction de débetures convertibles ²	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.	0,0 %	0,9 %	(0,9) p.p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.
Total	92,8 %	87,8 %	5,0 p.p.	92,3 %	90,4 %	1,9 p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

2) Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Depuis le T1/20, les charges qui étaient auparavant comptabilisées à titre de charge de rémunération au rendement et de charges salariales sont regroupées dans les coûts de rémunération. Ce reclassement reflète la nouvelle façon adoptée par la direction pour gérer la rémunération globale. Les informations comparatives ont également été regroupées.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 186,6 millions \$ au T3/20, en baisse de 9,3 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à celle du T3/19, ce qui concorde avec la baisse des produits des activités ordinaires au cours du trimestre. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté, passant de 59,1 % au T3/19 à 60,6 % au T3/20, fait essentiellement attribuable à une diminution des produits des activités ordinaires liés aux coûts fixes du personnel et aux ajustements aux comptes de rémunération au rendement discrétionnaires.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les charges ont atteint 539,3 millions \$, une diminution de 2,0 millions \$, ou 0,4 %, en regard de celles du T3/19, en raison de la diminution de la rémunération au rendement. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué légèrement de 0,2 point de pourcentage pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, passant à 59,6 %.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Frais de négociation	19 836 \$	24 575 \$	(19,3) %	61 039 \$	65 537 \$	(6,9) %
Locaux et matériel	4 501	10 647	(57,7) %	13 509	30 824	(56,2) %
Communications et technologie	17 739	16 575	7,0 %	49 288	46 776	5,4 %
Intérêts	8 490	5 903	43,8 %	24 914	19 715	26,4 %
Frais d'administration	26 519	26 689	(0,6) %	83 175	71 665	16,1 %
Amortissement ¹	8 415	5 675	48,3 %	24 400	18 511	31,8 %
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	5 832	—	négl.	17 353	—	négl.
Frais de développement	6 560	4 661	40,7 %	14 763	12 573	17,4 %
Total des autres charges indirectes	97 892 \$	94 725 \$	3,3 %	288 441 \$	265 601 \$	8,6 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Les autres charges indirectes ont été de 97,9 millions \$, une augmentation de 3,3 % au T3/20 par rapport à celles du T3/19. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes se sont fixées à 31,8 % au T3/20, comparativement à 28,7 % au T3/19, soit une hausse de 3,1 %. L'augmentation des autres charges indirectes découle essentiellement de la hausse de la charge d'intérêts, de la charge d'amortissement et des frais de développement, en partie contrebalancée par la baisse des frais liés aux locaux et au matériel (y compris l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation) et des frais de négociation.

Comme il est décrit dans le rapport de gestion du T2/20, par suite de l'adoption de la nouvelle norme comptable IFRS 16 (IFRS 16), Contrats de location, les paiements de loyer ne sont plus comptabilisés dans les frais liés aux locaux et au matériel. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont plutôt comptabilisés et des obligations locatives d'un montant correspondant sont inscrites dans l'état de la situation financière. Les

informations comparatives des périodes antérieures n'ont pas été retraitées dans le cadre de l'adoption de l'IFRS 16. Pour le T3/20, ce changement de méthode comptable a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 6,1 millions \$, ou 57,7 %, comparativement à ceux du T3/19, et une charge semblable de 5,8 millions \$ liée à l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation a été comptabilisée pour la période considérée.

De plus, la charge d'amortissement a augmenté de 2,7 millions \$, ou 48,3 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de Petsky Prunier et de McCarthy Taylor au T4/19 et à l'acquisition de Thomas Miller au T1/20.

La charge d'intérêts a augmenté de 2,6 millions \$, ou 43,8 %, par rapport à celle du T3/19, en raison surtout de la charge d'intérêts relative aux obligations locatives comptabilisée en vertu de l'IFRS 16 et à l'obtention d'un emprunt bancaire supplémentaire lié à l'acquisition de Thomas Miller au T1/20. Les frais de négociation ont chuté de 4,7 millions \$, ou 19,3 %, par rapport à ceux du T3/19, principalement en raison de la baisse des coûts engagés par nos activités aux États-Unis en raison d'une baisse des niveaux d'activité.

Nos frais de développement ont enregistré une hausse de 1,9 million \$, ou 40,7 %, par rapport à ceux de la même période à l'exercice précédent, en raison de certains coûts relatifs aux mesures incitatives relatives à diverses acquisitions et aux initiatives de croissance liées à nos activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume et en Europe.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

S'inscrivant à 288,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les autres charges indirectes ont augmenté de 22,8 millions \$, ou 8,6 %, en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes ont augmenté de 2,4 points de pourcentage par rapport à celles de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Comme il a déjà été mentionné, la Société a adopté l'IFRS 16 au début de l'exercice 2020. Ce changement de méthode comptable a entraîné une réduction de 17,3 millions \$ au titre des frais liés aux locaux et au matériel et une charge d'amortissement liée aux actifs au titre du droit d'utilisation de 17,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 2,5 millions \$, ou 5,4 %, au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, en raison essentiellement de l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine mondiale. Un accroissement des effectifs dans nos activités des marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis a également donné lieu à l'augmentation des frais liés aux communications et à la technologie au cours de neuf premiers mois de l'exercice 2020. La charge d'intérêts a augmenté de 5,2 millions \$, ou 26,4 %, par rapport à celle de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, ce qui est en partie attribuable à la charge d'intérêts comptabilisée en lien avec l'adoption de l'IFRS 16. En outre, la charge d'intérêts de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe a également augmenté en lien avec l'obtention d'un emprunt bancaire supplémentaire pour financer l'acquisition de Thomas Miller.

Les frais d'administration ont augmenté de 11,5 millions \$, ou 16,1 %, au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont enregistré une hausse de 7,4 millions \$, ou 61,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en partie en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et des honoraires professionnels. De plus, nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont également affiché une augmentation de 2,1 millions \$, ou 14,6 %, ce qui est attribuable aux réserves comptabilisées au titre de questions d'ordre juridique en cours et aux frais engagés pour soutenir la croissance dans ce secteur.

L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises en lien avec les acquisitions de Petsky Prunier et de McCarthy Taylor au T4/19, et de Thomas Miller au T1/20, a entraîné une augmentation de 5,9 millions \$, ou 31,8 %, de la charge d'amortissement.

Au cours de la période, les frais de développement ont augmenté de 2,2 millions \$, ou 17,4 %, en regard de ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, en raison essentiellement des coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada, et au Royaume-Uni et en Europe.

Ces augmentations ont été compensées en partie par un recul de 4,5 millions \$, ou 6,9 %, des frais de négociation par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est conforme à la baisse des produits tirés des commissions et des honoraires.

Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont comptabilisé des frais de restructuration de 1,1 million \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, en raison de la poursuite des activités d'intégration liées à nos acquisitions au Royaume-Uni. En outre, des frais de restructuration de 1,3 million \$ ont été engagés relativement à certains frais d'intégration et à des coûts immobiliers dans le cadre de l'acquisition de Patersons au T3/20. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, des frais de restructuration de 1,3 million \$ avaient été comptabilisés au titre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, des frais connexes aux acquisitions de 4,1 millions \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Thomas Miller au T1/20 et d'autres coûts d'intégration, ainsi qu'avec l'acquisition de Patersons, qui a été conclue en octobre 2019.

Impôt sur le résultat

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019, des actifs d'impôt différé de 6,0 millions \$ ont été comptabilisés relativement à nos activités aux États-Unis. Ces actifs d'impôt différé n'avaient pas été comptabilisés auparavant en raison de pertes historiques enregistrées aux États-Unis. En raison de la comptabilisation des actifs d'impôt différé au trimestre considéré, le taux d'impôt effectif pour le T3/20 s'est établi à (2,5) %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 20,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Le taux d'impôt effectif pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 a été de 13,6 %, soit une baisse de 7,0 points de pourcentage par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la comptabilisation des actifs d'impôt différé au T3/20.

Résultat net**Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019**

Au T3/20, le résultat net s'est chiffré à 22,8 millions \$, comparativement à un résultat net de 32,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,17 \$ au T3/20, par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,25 \$ au T3/19.

Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles, les frais connexes aux acquisitions, les frais de restructuration et certains coûts relatifs aux mesures incitatives en lien avec les acquisitions et les initiatives de croissance au titre des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 30,5 millions \$ au T3/20, comparativement à un résultat net de 36,8 millions \$ au T3/19. Le résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, a été de 0,23 \$ au T3/20, par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, de 0,28 \$ au T3/19.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, le résultat net s'est établi à 60,3 millions \$, comparativement à un résultat net de 69,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,45 \$ pour la période considérée, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,48 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles, les frais connexes aux acquisitions, les frais de restructuration et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance au titre des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 84,9 millions \$ depuis le début de l'exercice 2020, comparativement à un résultat net de 90,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2019. Le résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, a été de 0,64 \$ pour la période de neuf mois considérée, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, de 0,69 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité**MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY^{1, 2, 5}**

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires	174 174 \$	209 373 \$	(16,8) %	512 890 \$	544 279 \$	(5,8) %
Charges						
Charge de rémunération	103 453	117 502	(12,0) %	295 526	310 226	(4,7) %
Autres charges indirectes	53 219	56 147	(5,2) %	166 801	153 115	8,9 %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	négl.	1 806	1 173	54,0 %
Frais de restructuration	—	—	négl.	—	1 316	(100,0) %
Total des charges	156 672	173 649	(9,8) %	464 133	465 830	(0,4) %
Imputations intersectorielles ³	3 949	4 628	(14,7) %	12 721	13 043	(2,5) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	13 553 \$	31 096 \$	(56,4) %	36 036 \$	65 406 \$	(44,9) %
Nombre d'employés	796	772	3,1 %	—	—	—
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	154 214 \$	173 010 \$	(10,9) %	454 933 \$	461 484 \$	(1,4) %
Imputations intersectorielles ³	3 949	4 628	(14,7) %	12 721	13 043	(2,5) %
Résultat avant impôt sur le résultat ⁴	16 011 \$	31 735 \$	(49,5) %	45 236 \$	69 752 \$	(35,1) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2019 (15 % pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

5) Les résultats d'exploitation de Jitneytrade sont pris en compte depuis le 6 juin 2018 et ceux de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019.

négl. : négligeable

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

de négociation à titre de contrepartiste en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans 9 pays à l'échelle mondiale.

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des ventes institutionnelles et des activités de négociation, des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés et de la consultation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Marchés des capitaux Canaccord Genuity. Les intérêts liés aux activités de prêt de titres sont également comptabilisés dans notre division des marchés des capitaux.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	27,6 %	39,8 %	(12,2) p.p.	32,3 %	37,9 %	(5,6) p.p.
Royaume-Uni et Europe	17,7 %	18,4 %	(0,7) p.p.	14,3 %	14,7 %	(0,4) p.p.
États-Unis	47,2 %	38,8 %	8,4 p.p.	47,7 %	42,3 %	5,4 p.p.
Australie	7,5 %	3,0 %	4,5 p.p.	5,7 %	5,1 %	0,6 p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	0,0 %	négl.	négl.	0,0 %	négl.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100 %	

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Produits des activités ordinaires

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 174,2 millions \$ au cours du T3/20, soit 16,8 %, ou 35,2 millions \$ de moins qu'au T3/19. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont affiché le plus important recul au chapitre des produits, soit 35,3 millions \$, ou 42,3 %, de moins qu'au trimestre clos le 31 décembre 2018, ce qui est attribuable à une baisse des activités de financement de sociétés et des produits tirés des commissions et des honoraires. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont diminué de 7,7 millions \$, ou 20,1 %, par rapport à ceux du T3/19, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des produits tirés du financement de société au cours du trimestre en regard de ceux exceptionnellement élevés du T3/19, baisse en partie contrebalancée par la hausse des produits tirés des honoraires de consultation aux États-Unis. Ces baisses ont été contrebalancées en partie par une augmentation des produits tirés de nos activités en Australie, qui ont augmenté de 6,8 millions \$, ou 108,3 %, par rapport à ceux du T3/19, ce qui s'explique essentiellement par une augmentation des produits tirés du financement des sociétés. Finalement, nos activités aux États-Unis ont connu une légère augmentation de 1,0 million \$, ou 1,2 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges

Les charges pour le T3/20 se sont établies à 156,7 millions \$, en baisse de 9,8 %, ou 17,0 millions \$, par rapport à celles du T3/19. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 5,9 points de pourcentage par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des produits des activités ordinaires et de la nature fixe de certaines charges indirectes et de certaines composantes de la charge de rémunération au rendement.

Charge de rémunération

La charge de rémunération du T3/20 a diminué de 14,0 millions \$, ou 12,0 %, par rapport à celle du T3/19, en raison du recul des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est fixée à 59,4 %, une augmentation de 3,3 points de pourcentage par rapport à celle du T3/19.

La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté dans la plupart de nos activités principales au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019. Au Canada, et au Royaume-Uni et en Europe, le ratio de rémunération a augmenté en raison de la baisse des produits des activités ordinaires et de la nature fixe de certaines composantes de la charge de rémunération au rendement. Nos activités aux États-Unis ont enregistré une hausse de 3,6 points de pourcentage par rapport au T3/19 en raison d'ajustements aux comptes de rémunération au rendement et aux coûts fixes du personnel. En Australie, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 6,6 points de pourcentage par rapport à celle du T3/19, essentiellement du fait de la hausse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Canada	52,9 %	50,8 %	2,1 p.p.	52,0 %	50,2 %	1,8 p.p.
Royaume-Uni et Europe	65,7 %	62,5 %	3,2 p.p.	63,1 %	71,5 %	(8,4) p.p.
États-Unis	61,5 %	57,9 %	3,6 p.p.	59,4 %	57,4 %	2,0 p.p.
Australie	55,1 %	61,7 %	(6,6) p.p.	60,4 %	60,8 %	(0,4) p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	59,4 %	56,1 %	3,3 p.p.	57,6 %	57,0 %	0,6 p.p.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Autres charges indirectes

Le total des autres charges indirectes du T3/20 était de 53,2 millions \$, ou 30,6 % en pourcentage des produits des activités ordinaires, comparativement à 26,8 % au T3/19.

Les frais d'administration au T3/20 se sont établis à 14,2 millions \$, soit une hausse de 0,5 million \$, ou 3,1 %, par rapport à ceux du T3/19. En outre, la charge d'intérêts a augmenté de 1,3 million \$, ou 51,9 %, ce qui est partiellement attribuable à la charge d'intérêts relative aux obligations locatives comptabilisée en vertu de l'IFRS 16.

Ainsi qu'il a été mentionné précédemment, la modification de la norme comptable relative aux contrats de location a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 4,0 millions \$, par rapport à ceux du T3/19, et à une augmentation semblable de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation. La charge d'amortissement du T3/20 a été aussi influencée par l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 13,6 millions \$ au T3/20, comparativement à un résultat net de 31,1 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, s'est établi à 16,0 millions \$ au T3/20, par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 31,7 millions \$ au T3/19. La diminution du résultat avant impôt sur le résultat est principalement attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires, ainsi qu'à certaines composantes fixes de la charge de rémunération et à des charges indirectes.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Produits des activités ordinaires

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 512,9 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, en baisse de 31,4 millions \$, ou 5,8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités canadiennes ont enregistré une baisse de l'activité de financement de sociétés et des produits tirés des commissions et des honoraires, partiellement contrebalancée par l'augmentation des produits d'intérêts au cours de la période considérée. Nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont généré une hausse des produits tirés des honoraires de consultation au cours de la période de neuf mois en raison de la réalisation de certains mandats de consultation, mais la région a souffert de la baisse du financement des sociétés et des produits tirés des commissions et des honoraires, ainsi que d'une réduction des activités de négociation à titre de contrepartiste. Les baisses au Canada et au Royaume-Uni et en Europe ont été compensées par la croissance de nos activités aux États-Unis et en Australie. Une augmentation importante de 124,7 % des produits tirés des honoraires de consultation de nos activités aux États-Unis au cours de la période considérée a contrebalancé la diminution de l'activité de financement de sociétés, des commissions et honoraires et des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste au cours du trimestre, entraînant une augmentation générale de 14,6 millions \$, ou 6,4 %, du total des produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie ont également augmenté de 1,4 million \$, ou 4,9 %, comparativement à ceux de la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une augmentation des activités de financement de sociétés.

Charges

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les charges ont été de 464,1 millions \$, en baisse de 1,7 million \$, ou 0,4 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,9 points de pourcentage par rapport à celui de la période de neuf mois de l'exercice précédent.

Charge de rémunération

La charge de rémunération a diminué de 14,7 millions \$, ou 4,7 %, au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, comparativement celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est fixée à 57,6 %, une augmentation de 0,6 point de pourcentage par rapport à celle des neuf premiers mois de l'exercice 2019.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont augmenté de 13,7 millions \$, ou 8,9 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais d'administration, la charge d'intérêts et la charge d'amortissement représentent les hausses les plus importantes.

Les frais d'administration pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 se sont chiffrés à 48,1 millions \$, une hausse de 9,5 millions \$, ou 24,7 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, qui s'explique en partie par la hausse des frais liés aux conférences ainsi que par l'augmentation des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement engagés pour soutenir l'accroissement des effectifs dans nos activités au Canada et aux États-Unis. Il y a également eu une augmentation de la charge d'intérêts de 4,0 millions \$, ou 52,1 %, en raison principalement de la comptabilisation d'une charge d'intérêts relative aux obligations locatives conformément à ce qui est prescrit en vertu de l'IFRS 16. De plus, cette modification de méthode comptable a également donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 10,7 millions \$, par rapport à ceux des neuf premiers mois de l'exercice 2019, et à une augmentation semblable de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation. La charge d'amortissement pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 a été aussi influencée par l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier conclue au T4/19.

Des frais connexes aux acquisitions de 1,8 million \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier et de Patersons au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 36,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, comparativement à un résultat net de 65,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, s'est établi à 45,2 millions \$ pour la période considérée, par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 69,8 millions \$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services donnant droit à des honoraires, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires	46 019 \$	54 202 \$	(15,1) %	152 833 \$	153 190 \$	(0,2) %
Charges						
Charge de rémunération	26 935	31 420	(14,3) %	88 276	88 191	0,1 %
Autres charges indirectes	12 715	11 196	13,6 %	35 301	34 178	3,3 %
Total des charges	39 650	42 616	(7,0) %	123 577	122 369	1,0 %
Imputations intersectorielles ²	2 238	2 725	(17,9) %	9 259	9 131	1,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	4 131 \$	8 861 \$	(53,4) %	19 997 \$	21 690 \$	(7,8) %
ASG – Canada (discrétionnaires) ³	4 584	3 954	15,9 %			
ASA – Canada ⁴	20 989	18 260	14,9 %			
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	147	150	(2,0) %			
Nombre d'employés	425	425	—			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	39 650 \$	42 616 \$	(7,0) %	123 577 \$	122 369 \$	1,0 %
Imputations intersectorielles ²	2 238	2 725	(17,9) %	9 259	9 131	1,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	4 131	8 861	(53,4) %	19 997	21 690	(7,8) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

négl. : négligeable

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 46,0 millions \$, soit une baisse de 8,2 millions \$, ou 15,1 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 31 décembre 2018. Cette baisse est essentiellement attribuable au recul des produits tirés du financement de sociétés générés au cours du trimestre considéré.

Les ASA au Canada ont affiché une hausse de 14,9 %, passant de 18,3 milliards \$ au 31 décembre 2018 à 21,0 milliards \$ au 31 décembre 2019, ce qui s'explique par nos initiatives soutenues de développement dans ce secteur. On comptait 147 équipes de conseillers au Canada, soit trois de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires dans nos activités en Amérique du Nord en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont progressé de 11,6 points de pourcentage par rapport à ceux du T3/19 et ont représenté 45,2 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au T3/20.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Le total des charges pour le T3/20 s'est établi à 39,7 millions \$, en baisse de 3,0 millions \$, ou 7,0 %, par rapport à celles du T3/19. La charge de rémunération totale a diminué de 4,5 millions \$, ce qui est conforme à la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement pendant le trimestre. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 0,6 point de pourcentage, pour s'établir à 58,5 % au T3/20, par rapport à celle du T3/19.

Les autres charges indirectes ont été de 12,7 millions \$, une augmentation de 13,6 % au T3/20 par rapport à celles du T3/19. Les frais d'administration ont fait l'objet de l'augmentation la plus importante, soit une hausse de 0,5 million \$, ou 20,6 %.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 0,5 million \$, comparativement à ceux du T3/19, par suite du changement de méthode comptable pour les contrats de location comme il a été mentionné précédemment, et une augmentation correspondante de 0,6 million \$ pour l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation a été comptabilisée au T3/20.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 4,1 millions \$ au T3/20, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 8,9 millions \$ au T3/19, essentiellement du fait de la baisse des produits des activités ordinaires.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont atteint 152,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, une baisse de 0,4 million \$, ou 0,2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable au recul des produits tirés du financement des sociétés, en partie contrebalancé par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, le total des charges a été de 123,6 millions \$, en hausse de 1,2 million \$, ou 1,0 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a affiché une légère hausse de 0,2 point de pourcentage, se fixant à 57,8 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 3,3 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais de négociation ont augmenté de 1,7 million \$, ou 17,9 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Les frais de développement ont également augmenté de 1,1 million \$, ou 18,5 %, en raison de l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Ces augmentations ont été compensées par une diminution au titre des frais d'administration de 0,7 million \$, ou 7,9 %, en raison d'une réduction des frais de conférences et d'une diminution liée aux transferts de clients découlant de la réduction des frais de transferts de clients. L'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 2,0 millions \$ et à une augmentation semblable de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation.

Le résultat avant impôt sur le résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 s'est chiffré à 20,0 millions \$ comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 21,7 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait de la baisse des produits des activités ordinaires et d'augmentations de certaines charges indirectes qui ne varient pas en fonction des produits des activités ordinaires.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires	71 300 \$	61 777 \$	15,4 %	209 599 \$	191 491 \$	9,5 %
Charges						
Charge de rémunération	37 635	34 652	8,6 %	113 702	108 950	4,4 %
Autres charges indirectes	24 050	20 698	16,2 %	65 960	57 640	14,4 %
Frais de restructuration	—	—	négl.	1 098	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions	—	170	(100,0) %	2 308	170	négl.
Total des charges	61 685	55 520	11,1 %	183 068	166 760	9,8 %
Imputations intersectorielles ²	291	305	(4,6) %	902	917	(1,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	9 324	5 952	56,7 %	25 629	23 814	7,6 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	48 110	41 153	16,9 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	214	188	13,8 %			
Nombre d'employés	557	548	1,6 %			
Compte non tenu des éléments importants ⁴						
Total des charges	56 666 \$	50 870 \$	11,4 %	165 211 \$	153 462 \$	7,7 %
Imputations intersectorielles ²	291	305	(4,6) %	902	917	(1,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	14 343	10 602	35,3 %	43 486	37 112	17,2 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

5) Comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor, société acquise le 29 janvier 2019, et les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis la date d'acquisition du 1^{er} mai 2019.

Les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor sont pris en compte depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et ceux de Thomas Miller, après la date de clôture du 1^{er} mai 2019, et ils sont également inclus dans l'analyse ci-après.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Les produits des activités ordinaires générés par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations du niveau des activités de négociation. Les produits des activités ordinaires se sont chiffrés à 71,3 millions \$ au T3/20, en hausse de 15,4 %, ou 9,5 millions \$, par rapport à ceux du T3/19. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 41,9 millions £ au T3/20, en hausse de 15,0 % comparativement à 36,5 millions £ au T3/19, ce qui reflète la croissance soutenue de ce secteur d'activité et l'expansion découlant des récentes acquisitions de McCarthy Taylor et de Thomas Miller.

Au 31 décembre 2019, les ASG au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 48,1 milliards \$, soit une augmentation de 16,9 %, par rapport à ceux de 41,2 milliards \$ au 31 décembre 2018. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 18,2 %, passant de 23,8 milliards £ au 31 décembre 2018 à 28,1 milliards £ au 31 décembre 2019. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 74,8 % du total des produits des activités ordinaires au T3/20, soit une hausse de 1,1 point de pourcentage.

Sous l'effet de l'augmentation des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération a augmenté de 3,0 millions \$, ou 8,6 %, au T3/20 comparativement au T3/18. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,3 points de pourcentage, passant de 56,1 % au T3/19 à 52,8 % au T3/20, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel.

Les autres charges indirectes se sont chiffrées à 24,1 millions \$ au T3/20 par rapport à 20,7 millions \$ au T3/19, en hausse de 16,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais de développement ont fait l'objet de l'augmentation la plus importante au titre des charges indirectes, soit une hausse de 1,8 million \$, ou 85,3 %, comparativement à ceux du trimestre clos le 31 décembre 2018, en raison des coûts relatifs aux mesures incitatives liées aux acquisitions et aux initiatives de croissance dans le cadre des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

La baisse de 1,0 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel a été contrebalancée en partie par une hausse de la charge d'amortissement liée aux actifs au titre du droit d'utilisation inscrite au cours du trimestre considéré par suite de la modification de la norme comptable relative aux contrats de location. La charge d'amortissement a également augmenté de 0,8 million \$, ou 21,7 %, en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles au titre des acquisitions de McCarthy Taylor au T4/19 et de Thomas Miller au T1/20. Ces augmentations au titre des autres charges indirectes ont été contrebalancées par une baisse des frais d'administration de 0,7 million \$, ou 12,0 %, au cours du T3/19.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 9,3 millions \$ par rapport à 6,0 millions \$ au T3/19. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent les frais connexes aux acquisitions, l'amortissement d'immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, les frais de restructuration et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est élevé à 14,3 millions \$, soit une augmentation de 3,7 millions \$, ou 35,3 %, de plus qu'au T3/19.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les produits des activités ordinaires provenant de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 209,6 millions \$, ce qui représente une augmentation de 18,1 millions \$, ou 9,5 %, par rapport ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les charges ont augmenté de 16,3 millions \$, ou 9,8 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais d'administration ont augmenté de 2,1 millions \$, ou 14,6 %, en raison de coûts supplémentaires au soutien de la croissance de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. L'augmentation des frais de négociation de 2,6 millions \$, ou 42,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, découle de l'augmentation des activités de négociation.

L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation s'est établi à 2,2 millions \$ pour la période considérée, ce qui contrebalance en partie la baisse des frais liés aux locaux et au matériel attribuable à la modification de la norme comptable relative aux contrats de location.

Outre les autres charges indirectes, des frais de restructuration et des frais connexes aux acquisitions respectivement de 1,1 million \$ et 2,3 millions \$ ont été comptabilisés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 dans le cadre de l'intégration des acquisitions récentes.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 25,6 millions \$ comparativement à 23,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent les frais connexes aux acquisitions, l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, les frais de restructuration et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est élevé à 43,5 millions \$, soit 6,4 millions \$, ou 17,2 %, de plus que celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète les synergies réalisées et l'apport net positif de notre expansion dans cette division.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

GESTION DU PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AUSTRALIE)^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires	11 065 \$	—	négl.	11 065 \$	—	négl.
Charges						
Charge de rémunération	7 315	—	négl.	7 315	—	négl.
Autres charges indirectes	3 527	—	négl.	3 527	—	négl.
Frais de restructuration	1 250	—	négl.	1 250	—	négl.
Total des charges	12 092	—	négl.	12 092	—	négl.
Imputations intersectorielles ³	77	—	négl.	77	—	négl.
Résultat avant impôt sur le résultat ³	(1 104) \$	—	négl.	(1 104) \$	—	négl.
ASG	3 691	—	négl.			
Nombre de conseillers en placement	115	—	négl.			
Nombre d'employés	201	—	négl.			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	10 842 \$	—	négl.	10 842 \$	—	négl.
Imputations intersectorielles ³	77	—	négl.	77	—	négl.
Résultat avant impôt sur le résultat ³	146	—	négl.	146	—	négl.

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre de conseillers en placement et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Comprend les résultats d'exploitation de Patersons, société acquise le 21 octobre 2019.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

négl. : négligeable

Depuis le T3/20, le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie) comprend les résultats d'exploitation de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») depuis la date de clôture de l'acquisition du 21 octobre 2019, ainsi que les activités de gestion du patrimoine auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) a généré des produits des activités ordinaires de 11,1 millions \$. Les ASG des activités de gestion de patrimoine en Australie s'établissaient à 3,7 milliards \$ le 31 décembre 2019 et comprenaient des actifs pour le compte des clients détenus dans ses plateformes de gestion des placements. En outre, des actifs pour le compte des clients totalisant 11,0 milliards \$ sont également détenus dans d'autres comptes des plateformes de négociation de nos activités de gestion de patrimoine en Australie. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Australie en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont représenté 25,0 % des produits de gestion du patrimoine au troisième trimestre de l'exercice 2020.

Le total des charges pour le T3/20 s'est établi à 12,1 millions \$, largement composé de la charge de rémunération et des frais d'administration. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 66,1 % pour le T3/20.

Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des pertes de 1,1 million \$ au T3/20, découlant principalement des frais de restructuration liés aux efforts d'intégration et à d'autres coûts immobiliers. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat pour la période de trois mois close le 31 décembre 2019 a été de 0,1 million \$.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018 (retraités) ⁴	
Produits des activités ordinaires	5 456 \$	6 248 \$	(12,7) %	17 832 \$	16 799 \$	6,1 %
Charges						
Charge de rémunération	11 311	12 365	(8,5) %	34 518	33 996	1,5 %
Autres charges indirectes	4 381	6 684	(34,5) %	16 852	20 668	(18,5) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	—	—	8 608	(100,0) %
Quote-part (du profit) de la perte d'une entreprise associée	(60)	157	(138,2) %	174	415	(58,1) %
Total des charges	15 632	19 206	(18,6) %	51 544	63 687	(19,1) %
Imputations intersectorielles ²	(6 555)	(7 658)	14,4 %	(22 959)	(23 091)	0,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(3 621) \$	(5 300) \$	31,7 %	(10 753) \$	(23 797) \$	54,8 %
Nombre d'employés	337	303	11,2 %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Total des charges	15 632 \$	19 206 \$	(18,6) %	51 544 \$	55 079 \$	(6,4) %
Imputations intersectorielles ²	(6 555)	(7 658)	14,4 %	(22 959)	(23 091)	0,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(3 621)	(5 300)	31,7 %	(10 753)	(15 189)	29,2 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

4) Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes informatiques, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 se sont chiffrés à 5,5 millions \$, une diminution de 0,8 million \$, ou 12,7 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la baisse des produits d'intérêts engendrée des soldes de trésorerie au cours de la période.

Pour le T3/20, les charges ont été de 15,6 millions \$, soit une diminution de 3,6 millions \$, ou 18,6 %, par rapport à celles du trimestre clos le 31 décembre 2018. La charge de rémunération a diminué de 1,1 million \$, ou 8,5 %, par rapport à celle du trimestre clos le 31 décembre 2018.

La diminution des autres charges indirectes de 2,3 millions \$ au cours du T3/19 est essentiellement liée à la réduction des frais d'administration.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 3,6 millions \$ au T3/20, comparativement à une perte de 5,3 millions \$ au T3/19.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 se sont chiffrés à 17,8 millions \$, une augmentation de 1,0 million \$, ou 6,1 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les charges ont diminué de 12,1 millions \$, ou 19,1 %, du fait surtout de la perte de 8,6 millions \$ sur extinction de débetures convertibles comptabilisée au cours de la période précédente. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges a diminué de 3,5 millions \$, ou 6,4 %, par rapport à celui de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

La charge de rémunération a augmenté légèrement de 0,5 million \$, ou 1,5 %, par rapport à celle de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018. Les autres charges indirectes ont diminué de 18,5 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse du recouvrement des frais de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et de gestion de patrimoine. L'augmentation de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation de 2,7 millions \$ a été partiellement contrebalancée par une réduction des frais liés aux locaux et au matériel de 1,5 million \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 10,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, comparativement à 23,8 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 10,8 millions \$ pour la période considérée, comparativement à 15,2 millions \$ pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Résultats trimestriels

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois la transaction pratiquement conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le tableau ci-après présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 31 décembre 2019. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2020			Exercice 2019				Exercice 2018
	T3	T2	T1	T4	T3	T2 (retraités) ¹	T1	T4
Produits des activités ordinaires								
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	174 174	148 693	190 023	160 047	209 373	178 734	156 172	200 687
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity :								
Amérique du Nord	46 019	48 996	57 818	53 636	54 202	52 199	46 789	51 455
Royaume-Uni et Europe	71 300	66 376	71 923	63 494	61 777	63 927	65 787	64 923
Australie	11 065	—	—	—	—	—	—	—
Non sectoriel et autres	5 456	6 632	5 744	7 631	6 248	5 176	5 375	5 015
Total des produits des activités ordinaires	308 014	270 697	325 508	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080
Résultat net	22 840	13 178	24 290	2 456	32 458 \$	18 019	18 649	(9 703)
Résultat par action ordinaire – de base	0,21 \$	0,11 \$	0,22 \$	0,00 \$	0,31 \$	0,11 \$	0,16 \$	(0,15) \$
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,17 \$	0,10 \$	0,18 \$	0,00 \$	0,25 \$	0,09 \$	0,14 \$	(0,15) \$
Résultat net, compte non tenu des éléments importants ¹	30 458 \$	23 760 \$	30 654 \$	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$	37 312 \$
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants ¹ – de base	0,29 \$	0,21 \$	0,28 \$	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$	0,36 \$
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants ¹ – après dilution	0,23 \$	0,18 \$	0,23 \$	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$	0,28 \$

¹ Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018, le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Grâce à la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles et à la hausse de l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, la Société a affiché des produits des activités ordinaires et un résultat net élevés au cours des derniers trimestres. Les produits des activités ordinaires consolidés ont augmenté de 13,8 % par rapport à ceux du trimestre précédent, et les produits des activités ordinaires ont diminué de 7,1 % par rapport aux produits particulièrement élevés comptabilisés au T3/19. Compte non tenu des éléments importants¹, toutes nos activités ont été rentables au T3/20.

¹ Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

La division Marchés des capitaux Canaccord Genuity, a vu ses produits des activités ordinaires diminuer de 16,8 % par rapport à ceux du T3/19, et augmenter de 17,1 % par rapport à ceux du T2/20. Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont tiré parti de notre participation à de nombreuses transactions dans le secteur du cannabis au cours des derniers trimestres, plus particulièrement durant la deuxième partie de l'exercice de 2019 et au cours du T1/20. Le niveau des activités de financement et de consultation a ralenti au cours du T2 et du T3 de l'exercice 2020, entraînant une diminution des produits des activités ordinaires et de la rentabilité au cours des deux derniers trimestres.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis se sont établis à 82,2 millions \$, ce qui représente une augmentation de 1,2 % par rapport à ceux du T3/19, et de 20,0 % par rapport à ceux du trimestre précédent. Les activités de consultation ont poursuivi leur croissance dans ce secteur d'exploitation en raison de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19, et les produits des activités ordinaires ont atteint 29,3 millions \$ au T3/20, soit le deuxième résultat le plus élevé des huit derniers trimestres.

Nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont comptabilisé des produits tirés des activités de consultation de 21,4 millions \$ au T3/20, soit les plus élevés des huit derniers trimestres. La rentabilité s'est également améliorée au cours des derniers trimestres, la marge bénéficiaire avant impôt atteignant 10,9 % au T3/20 en raison de mesures de restructuration prises à la fin de l'exercice 2019.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie se sont chiffrés à 13,1 millions \$ au T3/20, en hausse de 83,6 % par rapport à ceux du T2/20, et en hausse de 108,3 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités en Australie ont souffert du ralentissement des activités de financement au cours du deuxième semestre de l'exercice de 2019. La hausse des produits des activités ordinaires de cette région, particulièrement au cours du deuxième semestre de l'exercice 2019, s'explique par les bénéfices et les profits réalisés et latents comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et des périodes précédentes.

Grâce à nos investissements soutenus dans cette division, les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord se sont accrues. Cependant, les produits des activités ordinaires ont reculé de 6,1 % au cours du trimestre considéré par rapport à ceux du T2/20. Les produits des activités ordinaires attribuables aux activités de financement de sociétés de ce secteur ont diminué au cours du T3/20 par rapport à ceux du trimestre précédent et de l'exercice 2019, reflétant la diminution des nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada. Malgré la baisse des produits des activités ordinaires, ce secteur d'exploitation a continué à générer un apport élevé à la rentabilité globale de la Société, du fait de la comptabilisation d'une marge bénéficiaire avant impôt de 9,0 % au T3/20. Les actifs sous administration², y compris les actifs sous gestion, ont augmenté de 14,9 % par rapport à ceux du T3/19 et ont augmenté de 2,8 %, comparativement à ceux du trimestre précédent, en raison de l'augmentation de la valeur de marché.

Les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ont connu une expansion au cours des deux derniers exercices grâce aux acquisitions de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller. Les produits des activités ordinaires générés dans cette région ont augmenté de 15,4 % par rapport à ceux du T3/19 et ont augmenté de 7,4 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de nos activités et de l'augmentation des effectifs, la marge bénéficiaire est demeurée solide à 20,1 % au T3/20, compte non tenu des éléments importants¹. À la fin du T3/20, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 74,8 %, soit une augmentation de 1,1 point de pourcentage par rapport au T3/19. Les actifs sous gestion² se sont établis à 48,1 milliards \$ à la fin du T3/20, en hausse de 16,9 % par rapport à 41,2 milliards \$ à la fin du T3/19. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 18,2 %, passant de 23,8 milliards £ au 31 décembre 2018 à 28,1 milliards £ au 31 décembre 2019.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les produits d'intérêts et les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien, ainsi que par les produits des activités ordinaires tirés de Pinnacle Correspondent Service.

Frais insectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité du T3/20 ont enregistré les variations décrites ci-après par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

¹⁾ Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

²⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 548,7 millions \$ au 31 décembre 2019, contre 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 27.

Les titres détenus s'établissaient à 923,5 millions \$ au 31 décembre 2019 en regard de 690,5 millions \$ au 31 mars 2019, surtout en raison d'une augmentation du nombre de titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus au 31 décembre 2019.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,2 milliards \$ au 31 décembre 2019, en comparaison de 2,7 milliards \$ au 31 mars 2019.

Le goodwill atteignait 386,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 174,0 millions \$ au 31 décembre 2019. Au 31 mars 2019, le goodwill s'établissait à 370,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 154,5 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc, d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier, de Thomas Miller (pris en compte depuis le T1/20) et de Patersons (pris en compte depuis le T3/20).

À la suite de l'adoption de l'IFRS 16, norme relative à la comptabilisation des contrats de location, des actifs au titre du droit d'utilisation de 105,7 millions \$ ont été comptabilisés au 31 décembre 2019.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 68,8 millions \$ au 31 décembre 2019, comparativement à 56,6 millions \$ au 31 mars 2019, principalement en raison d'une hausse de l'impôt sur le résultat à recevoir.

PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 décembre 2019, la Société disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 650,3 millions \$ (683,2 millions \$ au 31 mars 2019). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2019, la Société n'avait pas de dette bancaire (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 569,0 millions \$ au 31 décembre 2019, contre 373,4 millions \$ au 31 mars 2019, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,6 milliards \$ au 31 décembre 2019, une diminution par rapport à 3,1 milliards \$ au 31 mars 2019, attribuable principalement à une diminution des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer, d'autres passifs à long terme et les passifs d'impôt différé, étaient de 24,8 millions \$ au 31 décembre 2019, une diminution par rapport à 22,6 millions \$ au 31 mars 2019. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'impôt sur le résultat à payer.

Des obligations locatives de 113,9 millions \$ ont également été comptabilisées au 31 décembre 2019 en raison de l'adoption de l'IFRS 16.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a obtenu du financement supplémentaire sur son emprunt de 17,0 millions £ dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 31 décembre 2019, la Société avait un solde impayé de 48,9 millions £ (83,7 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt portait intérêt au taux annuel de 2,9148 % au 31 décembre 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de respectivement 8,7 millions \$ et 105,7 millions \$ ont été comptabilisées au 31 décembre 2019 dans le cadre des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier ainsi que de Thomas Miller (respectivement 22,2 millions \$ et 108,3 millions \$ au 31 mars 2019). Il y avait également un billet payable de 5,5 millions \$ lié à l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (5,8 millions \$ au 31 mars 2019).

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 2,3 millions \$ au 31 décembre 2019, en comparaison de 2,0 millions \$ au 31 mars 2019, ce qui représente 15 % de l'actif net de nos activités en Australie (15 % au 31 mars 2019).

Arrangements hors bilan

Au 31 décembre 2019, une filiale de la Société avait une lettre de crédit de soutien irrévocable garantie auprès d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,1 millions \$ US) (2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) au 31 mars 2019) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2019, la Société n'avait pas de dette bancaire (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 31 décembre 2019 :

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2021	Exercice 2022 – Exercice 2023	Exercice 2024 – Exercice 2025	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	124 180	28 386	46 753	32 481	16 560
Emprunt bancaire ¹	91 525	9 235	32 896	49 394	—
Déventures convertibles ²	165 906	8 295	16 591	141 020	—
Total des obligations contractuelles	381 611	45 916	96 240	222 895	16 560

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale et la facilité de crédit de 15 000 000 £ liée à l'acquisition de Thomas Miller. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux annuel de 2,9148 % (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019) et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans, et vient à échéance en septembre 2023. Le solde actuel est de 48,9 millions £.

2) Les déventures convertibles se composent de déventures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (déventures) émises au T2/19. Les déventures portent intérêt au taux annuel de 6,25 % et viennent à échéance le 31 décembre 2023. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les déventures à compter du 31 décembre 2021.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, les bons de souscription, les déventures convertibles, le surplus d'apport, les résultats non distribués (déficit) et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 548,7 millions \$, en baisse de 272,0 millions \$ par rapport à 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, un montant de 119,8 millions \$ a été utilisé dans le cadre des activités de financement, en raison essentiellement des rachats d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat importante et de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, de l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT), des paiements de loyers et du versement de dividendes en espèces sur les actions ordinaires et privilégiées, contrebalancé en partie par le produit tiré d'un emprunt bancaire. Un montant de 46,1 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour les acquisitions de Thomas Miller et de Patersons, et d'une participation dans une entreprise associée. Un montant de 102,2 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation, principalement en raison des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 4,0 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

En comparaison avec la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, le montant affecté aux activités de financement a augmenté de 121,3 millions \$, en raison essentiellement de rachats d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat importante et de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, du versement de dividendes supplémentaires sur les actions ordinaires ainsi que de la variation de la dette bancaire, contrebalancés en partie par le produit tiré d'un emprunt bancaire. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 16,4 millions \$ comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison des acquisitions de Thomas Miller et de Patersons au cours de la première période de neuf mois de l'exercice 2020 par rapport à l'achat de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations des soldes des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement ont contribué considérablement à une diminution des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 205,6 millions \$. De plus, les soldes de trésorerie ont augmenté de 3,2 millions \$ en raison l'incidence du change sur les soldes de trésorerie au T3/20 par rapport à ceux du T3/19. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 382,2 millions \$, passant de 930,9 millions \$ au 31 décembre 2018 à 548,7 millions \$ au 31 décembre 2019.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Le fonds de roulement de la Société, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, est utilisé à l'appui des exigences de capital réglementaire. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Déventures convertibles

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de déventures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (déventures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture d'un placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des déventures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les déventures offertes, les « déventures convertibles »). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les déventures convertibles émises en octobre 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$.

Les déventures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les déventures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les déventures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 décembre	
	2019	2018
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	94 414 745	96 258 812
Nombre d'actions émises et en circulation ²	107 291 976	114 857 175
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	129 040 337	136 658 570
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	99 825 130	96 116 700
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	128 701 620	127 633 311
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants ⁴	128 701 620	127 633 311

1) Exclut 12 372 986 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 284 645 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions, ainsi que 219 600 actions faisant l'objet d'engagements de rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

2) Inclut 12 372 986 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 284 645 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions, ainsi que 219 600 actions faisant l'objet d'engagements de rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 21 748 361 actions, nets des renonciations.

4) S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution selon les IFRS, compte non tenu des éléments importants.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, 1 202 856 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle, et 9 800 actions ont été rachetées, mais n'étaient pas encore annulées au 31 décembre 2019.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2019 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2020) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 47 589 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de neuf mois civile allant de février 2019 à juillet 2019 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 190 357 actions ordinaires).

Au 31 janvier 2020, 107 121 198 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Régimes de paiement fondé sur des actions

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiement fondé sur des actions présentés dans le rapport annuel de 2019.

Instruments financiers

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 décembre 2019, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 1,3 million \$ US (17,7 millions \$ au 31 mars 2019). Aucun contrat à terme visant l'achat de dollars américains n'était en cours au 31 décembre 2019 (2,1 millions \$ au 31 mars 2019). Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. La Société a également commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des obligations en cours au 31 décembre 2019 (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre et au 31 mars 2019, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des filiales agissant à titre de contrepartistes et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 22 des états financiers consolidés annuels audités, avec l'ajout de Thomas Miller et de Patersons au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un régime d'unités d'actions liées au rendement et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs ont le droit d'acheter des unités d'actions différées (UAD).

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Créances clients	2 165	837
Dettes fournisseurs et charges à payer	733	942

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2019 ont été dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits des activités ordinaires, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés pour la répartition préliminaire du prix d'acquisition, notamment dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Petsy Prunier, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des

circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020 et sont présentées dans notre rapport annuel de 2019 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

Modifications des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du T3/20 cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers consolidés annuels audités, à l'exception des nouvelles normes comptables présentées ci-après adoptées à compter du 1^{er} avril 2019 :

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative découlant de ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- Appliquer un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location
- S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation à la date de transition
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus avec des actifs au titre du droit d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyer effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé dans ses états de la situation financière consolidés un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante d'un montant respectivement de 117,4 millions \$ et 126,2 millions \$. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement relative aux actifs au titre du droit d'utilisation de 17,4 millions \$ et une charge d'intérêts relative aux obligations locatives de 5,5 millions \$.

Interprétation IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?

- Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1^{er} avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle détient des positions fiscales incertaines, notamment en matière de prix de transfert. Les déclarations fiscales que la Société et ses filiales produisent dans différents territoires comprennent des déductions liées aux prix de transfert, et les administrations fiscales pourraient contester ces traitements fiscaux. Après avoir examiné sa conformité à l'égard de ses obligations fiscales et de l'établissement des prix de transfert, la Société a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

Modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1^{er} avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2019.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 décembre 2019, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 décembre 2019.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 mars 2020 aux actionnaires inscrits le 28 février 2020.

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 mars 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 20 mars 2020.

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 mars 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 20 mars 2020.

Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés-cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans

la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de la Société sont, en raison de leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, le volume de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de la Société. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de la Société comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de la Société. La Société est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. De plus, les activités de la Société au Royaume-Uni sont exposées au risque de marché et au risque de volatilité liés à ce qu'on appelle le « Brexit », soit la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent du volume de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de la Société sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour la Société beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs; il permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et il favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités de la Société de l'exercice 2019.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN).

Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérait favorable pour la Société.

Les risques associés aux secteurs émergents, comme ceux du cannabis, des cigarettes électroniques et du vapotage, comprennent également le risque d'insolvabilité des entités émettrices et l'incapacité subséquente pour ces entités de s'acquitter de leurs obligations d'indemnisation envers la Société. Par conséquent, si la Société subit une perte, sa capacité à récupérer les montants liés à des demandes d'indemnisation ne peut être prédite avec certitude.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Renseignements supplémentaires

Un rapport détaillé sur les activités de la Société, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2019 de la Société, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver, BC, Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver, BC
V7Y 1H2, Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Débitures subordonnées de premier rang non garanties convertibles
Bourse de Toronto : CF.DA.A

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@cgf.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

Le rapport annuel 2019 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T4/20	3 juin 2020	19 juin 2020	30 juin 2020	19 juin 2020	30 juin 2020
T1/21	5 août 2020	18 septembre 2020	30 septembre 2020	28 août 2020	10 septembre 2020
T2/21	4 novembre 2020	18 décembre 2020	31 décembre 2020	27 novembre 2020	10 décembre 2020
T3/21	3 février 2021	19 mars 2021	31 mars 2021	26 février 2021	10 mars 2021

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, ON M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou
numéro de télécopieur
à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com.

Auditeur

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 décembre 2019	31 mars 2019
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		548 674 \$	820 739 \$
Titres détenus	4	923 455	690 499
Créances clients	6, 18	2 246 922	2 656 664
Impôt sur le résultat à recevoir		12 793	2 502
Total des actifs courants		3 731 844	4 170 404
Actifs d'impôt différé		23 266	22 117
Placements	7	8 225	6 224
Matériel et aménagements des locaux loués		24 555	25 792
Immobilisations incorporelles	9	173 977	154 521
Goodwill	9	386 187	370 236
Actifs au titre du droit d'utilisation	3	105 687	—
		4 453 741	4 749 294
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dette bancaire	5	—	9 639
Titres vendus à découvert	4	569 012	373 419
Dettes fournisseurs et charges à payer	6, 18	2 553 120	3 123 765
Provisions	20	7 690	18 212
Impôt sur le résultat à payer		7 360	5 415
Dette subordonnée	5, 11	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	12	6 843	9 294
Tranche à court terme des obligations locatives		23 055	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	5, 8	23 426	—
Total des passifs courants		3 198 006	3 547 244
Passifs d'impôt différé		8 260	7 978
Débetures convertibles	13	128 040	127 225
Contrepartie différée	5, 8	8 733	22 225
Contrepartie éventuelle	5, 8	82 274	108 319
Billet payable	5	5 457	5 832
Autres passifs non courants	5	1 725	1 741
Obligations locatives		90 825	—
Emprunt bancaire	12	76 844	50 370
		3 600 164	3 870 934
Capitaux propres			
Actions privilégiées	14	205 641	205 641
Actions ordinaires	15	660 100	672 896
Composante capitaux propres des débetures convertibles	13	5 156	5 156
Bons de souscription	15	—	1 975
Contrepartie différée		13 091	—
Surplus d'apport		74 368	124 710
Déficit		(214 139)	(237 770)
Cumul des autres éléments du résultat global		107 017	103 755
Total des capitaux propres		851 234	876 363
Participations ne donnant pas le contrôle		2 343	1 997
Total des capitaux propres		853 577	878 360
		4 453 741 \$	4 749 294 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

« Terrence A. Lyons »

DANIEL DAVIAU

TERRENCE A. LYONS

Administrateur

Administrateur

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2018 (retraités) (note 22)
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions et honoraires		147 191 \$	143 115 \$	421 308 \$	418 897 \$
Financement de sociétés		51 550	98 978	188 343	233 925
Honoraires de consultation		60 691	40 698	156 510	110 008
Négociation à titre de contrepartiste		27 149	30 776	73 482	90 633
Intérêts		16 622	12 703	48 468	37 275
Autres		4 811	5 330	16 108	15 021
		308 014	331 600	904 219	905 759
CHARGES					
Charge de rémunération		186 649	195 939	539 337	541 363
Frais de négociation		19 836	24 575	61 039	65 537
Locaux et matériel		4 501	10 647	13 509	30 824
Communications et technologie		17 739	16 575	49 288	46 776
Intérêts		8 490	5 903	24 914	19 715
Frais d'administration		26 519	26 689	83 175	71 665
Amortissement		8 415	5 675	24 400	18 511
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation		5 832	—	17 353	—
Frais de développement		6 560	4 661	14 763	12 573
Frais de restructuration		1 250	—	2 348	1 316
Frais connexes aux acquisitions		—	170	4 114	1 343
Perte sur extinction de débtures convertibles	13	—	—	—	8 608
Quote-part (du profit) de la perte d'une entreprise associée	7	(60)	157	174	415
		285 731	290 991	834 414	818 646
Résultat net avant impôt sur le résultat		22 283	40 609	69 805	87 113
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat					
Exigible		6 657	6 414	13 862	19 690
Différé		(7 214)	1 737	(4 365)	(1 703)
	10	(557)	8 151	9 497	17 987
Résultat net de la période		22 840 \$	32 458 \$	60 308 \$	69 126 \$
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de GCGI		22 509 \$	32 457 \$	60 202 \$	67 867 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		331 \$	1 \$	106 \$	1 259 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
De base		96 861	97 163	99 825	96 117
Après dilution		125 698	129 169	128 702	127 633
Résultat par action ordinaire					
De base	15	0,21 \$	0,31 \$	0,53 \$	0,58 \$
Après dilution	15	0,17 \$	0,25 \$	0,45 \$	0,48 \$
Dividendes par action ordinaire	16	0,05 \$	0,01 \$	0,15 \$	0,03 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	16	0,24 \$	0,24 \$	0,72 \$	0,72 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	16	0,31 \$	0,31 \$	0,93 \$	0,93 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2018 (retraités) (note 22)
Résultat net de la période	22 840 \$	32 458 \$	60 308 \$	69 126 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation nette des pertes latentes (profits latents) à la conversion des établissements à l'étranger	21 225	18 749	4 193	(8 495)
Résultat global de la période	44 065 \$	51 207 \$	64 501 \$	60 631 \$
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	43 740 \$	51 421 \$	63 464 \$	58 937 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	325	(214)	1 037	1 694

Voir les notes cjointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2019	31 décembre 2018 (retraités) (note 22)
Actions privilégiées au début et à la fin de la période	14	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de la période		672 896	649 846
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		53	233
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(30 411)	(32 073)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiduciaires pour les avantages du personnel		64 347	38 657
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé		720	—
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(40 000)	—
Actions émises dans le cadre de l'achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	16 807
Actions annulées		(8 312)	(7 026)
Actions faisant l'objet d'engagements de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(1 481)	(2 857)
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		2 288	1 320
Actions ordinaires à la fin de la période	15	660 100	664 907
Bons de souscription au début de la période	15	1 975	1 975
Reclassement à titre de passif		(1 975)	—
Bons de souscription à la fin de la période		—	1 975
Débitures convertibles – capitaux propres, au début de la période		5 156	2 604
Composante capitaux propres des débitures convertibles émises au cours de la période, nets d'impôt		—	2 552
Débitures convertibles – capitaux propres, à la fin de la période		5 156	5 156
Surplus d'apport au début de la période		124 710	145 426
Paiements fondés sur des actions, montant amorti net des droits acquis		(50 261)	(23 814)
Actions annulées		2 419	509
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(27 315)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		(223)	260
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		(2 277)	(1 042)
Surplus d'apport à la fin de la période		74 368	94 024
Déficit au début de la période		(237 770)	(277 472)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		60 202	67 867
Dividendes sur actions privilégiées	16	(7 053)	(7 053)
Dividendes sur actions ordinaires	16	(29 518)	(15 389)
Quote-part de la perte sur extinction de débitures convertibles		—	(4 892)
Déficit à la fin de la période		(214 139)	(236 939)
Contrepartie différée au début de la période		—	—
Reclassement de la contrepartie différée liée à l'acquisition de Petsky Prunier LLC de passif à capitaux propres		13 091	—
Contrepartie différée à la fin de la période		13 091	—
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		103 755	113 332
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		3 262	(8 930)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		107 017	104 402
Total des capitaux propres		851 234	839 166
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		1 997	13 571
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(691)	(506)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 037	1 694
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(9 697)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		—	(2 724)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		2 343	2 338
Total des capitaux propres		853 577 \$	841 504 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2019	31 décembre 2018 (retraités) (note 22)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		60 308 \$	69 126 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		24 400	18 511
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation		17 353	—
Recouvrement d'impôt différé		(4 365)	(1 703)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	17	12 628	19 783
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	7	174	415
Perte sur extinction de débetures convertibles		—	8 608
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		5 483	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(234 320)	(239 820)
Diminution des créances clients		409 742	301 430
Augmentation de l'impôt sur le résultat net à recevoir		(8 785)	(8 430)
Augmentation des titres vendus à découvert		195 594	137 342
Diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(580 444)	(201 869)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(102 232)	103 393
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Dette bancaire		(9 639)	5 903
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(30 411)	(32 073)
Rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(5 893)	(6 517)
Rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(40 000)	—
Produit d'un emprunt bancaire		26 318	—
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(29 518)	(15 389)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(7 053)	(7 053)
Paievements de loyer		(23 558)	—
Produit tiré des débetures convertibles		—	56 699
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(119 754)	1 570
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(2 546)	(1 171)
Acquisition de Thomas Miller, nette de la trésorerie acquise		(27 634)	—
Acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc., nettes de la trésorerie acquise		—	(7 547)
Acquisition de Patersons Securities Limited, nette de la trésorerie acquise		(11 433)	—
Achat de placements		(498)	(4 063)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(14 431)
Participation dans une entreprise associée		(4 000)	(2 500)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(46 111)	(29 712)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(3 968)	(7 177)
(Diminution) augmentation de la situation de trésorerie		(272 065)	68 074
Situation de trésorerie au début de la période		820 739	862 838
Situation de trésorerie à la fin de la période		548 674	930 912
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		48 076 \$	37 567 \$
Intérêts payés		23 620 \$	18 018 \$
Impôt sur le résultat payé		23 886 \$	28 892 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01 | Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la Société ou GCGL), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine et à Dubaï. La Société exerce ses activités dans deux principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. La Société exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02 | Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2019 et pour l'exercice clos à cette date (les états financiers consolidés du 31 mars 2019) déposés sur SEDAR le 5 juin 2019. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 5 février 2020.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition préliminaire du prix d'acquisition, y compris l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Jitneytrade, de Finlogik Capital Inc. et de Finlogik Inc., de Petsky Prunier LLC, de McCarthy Taylor Ltd., de Thomas Miller Wealth Management Limited et de Patersons Securities Limited.

Dans l'analyse ci-après, à moins d'indication contraire, Hargreave Hale Limited est désignée sous le nom de « Hargreave Hale », Petsky Prunier LLC est désignée sous le nom de « Petsky Prunier », McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Taylor Limited ») est désignée sous le nom de « McCarthy Taylor », Thomas Miller Wealth Management Limited et les activités pour le compte de particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited (renommées « CG Wealth Planning Limited ») sont désignées sous le nom de « Thomas Miller », Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») est désignée sous le nom de « Patersons », et Jitneytrade Inc., Finlogik Capital Inc. et Finlogik Inc. sont collectivement désignées sous le nom de « Jitneytrade ».

NOTE 03 Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019, sauf que la Société a adopté les nouvelles normes comptables présentées ci-après à compter du 1^{er} avril 2019 :

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative découlant de ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- Appliquer un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location
- S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation à la date de transition
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus avec des actifs au titre du droit d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyer effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation et les obligations locatives correspondantes de respectivement 117,4 millions \$ et 126,2 millions \$ dans les états de la situation financière consolidés. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement liée aux actifs au titre du droit d'utilisation de 17,4 millions \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 5,5 millions \$.

Interprétation IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application d'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?
- Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1^{er} avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle détient des positions fiscales incertaines et a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

Modifications à l'IAS 12, Impôts sur le résultat

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1^{er} avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

NOTE 04 Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 décembre 2019		31 mars 2019	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	492 726	467 137	364 546	262 720
Actions et débetures convertibles	430 729	101 875	325 953	110 699
	923 455	569 012	690 499	373 419

Au 31 décembre 2019, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2020 à 2117 (de 2019 à 2098 au 31 mars 2019) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 14,00 % au 31 mars 2019).

NOTE 05 Instruments financiers

Au 31 décembre 2019 et au 31 mars 2019, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	31 décembre 2019	31 mars 2019	31 décembre 2019	31 mars 2019	31 décembre 2019	31 mars 2019	31 décembre 2019	31 mars 2019
Actifs financiers								
Titres détenus	917 100	683 920	6 355	6 579	—	—	923 455	690 499
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 395 804	1 498 516	1 395 804	1 498 516
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	384 913	530 933	384 913	530 933
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	301 191	328 528	301 191	328 528
Autres créances clients	—	—	—	—	165 014	298 687	165 014	298 687
Placements	4 372	3 993	—	—	—	—	4 372	3 993
Total des actifs financiers	921 472	687 913	6 355	6 579	2 246 922	2 656 664	3 174 749	3 351 156
Passifs financiers								
Titres vendus à découvert	569 012	373 419	—	—	—	—	569 012	373 419
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	921 875	1 166 550	921 875	1 166 550
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	1 336 530	1 499 390	1 336 530	1 499 390
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	294 715	457 825	294 715	457 825
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débetures convertibles	—	—	—	—	128 040	127 225	128 040	127 225
Contrepartie différée	8 733	22 225	—	—	—	—	8 733	22 225
Contrepartie éventuelle	105 700	108 319	—	—	—	—	105 700	108 319
Billet payable	—	—	—	—	5 457	5 832	5 457	5 832
Autres passifs non courants	—	—	—	—	1 725	1 741	1 725	1 741
Emprunt bancaire	—	—	—	—	83 687	59 664	83 687	59 664
Total des passifs financiers	683 445	503 963	—	—	2 779 529	3 325 727	3 462 974	3 829 690

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) au moment de la comptabilisation initiale.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – Cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – Techniques d'évaluation pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable

Niveau 3 – Techniques d'évaluation pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 31 décembre 2019, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 décembre 2019	Juste valeur estimée 31 décembre 2019		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	11 802	—	11 802	—
Titres de créance de gouvernements	480 924	66 037	414 887	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	492 726	66 037	426 689	—
Actions	428 775	320 759	102 171	5 845
Déventures convertibles	1 954	—	1 954	—
Actions et déventures convertibles	430 729	320 759	104 125	5 845
	923 455	386 796	530 814	5 845
Placements	4 372	—	—	4 372
	927 827	386 796	530 814	10 217
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(149)	—	(149)	—
Titres de créance de gouvernements	(466 988)	(90 975)	(376 013)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(467 137)	(90 975)	(376 162)	—
Actions	(101 786)	(60 471)	(41 315)	—
Déventures convertibles	(89)	—	(89)	—
Actions et déventures convertibles	(101 875)	(60 471)	(41 404)	—
	(569 012)	(151 446)	(417 566)	—
Contrepartie différée¹	(8 733)	—	—	(8 733)
Contrepartie éventuelle¹	(105 700)	—	—	(105 700)
	(683 445)	(151 446)	(417 566)	(114 433)

1) La contrepartie éventuelle et la contrepartie différée sont réglées en espèces. Elles sont classées comme des passifs financiers, les profits ou pertes étant ultérieurement comptabilisés en résultat.

Au 31 mars 2019, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2019	Juste valeur estimée 31 mars 2019		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	79 642	—	79 642	—
Titres de créance de gouvernements	284 904	49 946	234 958	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	364 546	49 946	314 600	—
Actions	325 683	262 641	62 991	51
Déventures convertibles	270	—	270	—
Actions et déventures convertibles	325 953	262 641	63 261	51
	690 499	312 587	377 861	51
Placements	3 993	—	—	3 993
	694 492	312 587	377 861	4 044
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(6 613)	—	(6 613)	—
Titres de créance de gouvernements	(256 107)	(54 852)	(201 255)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(262 720)	(54 852)	(207 868)	—
Actions	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
Déventures convertibles	—	—	—	—
Actions et déventures convertibles	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
	(373 419)	(149 649)	(223 770)	—
Contrepartie différée	(22 225)	—	—	(22 225)
Contrepartie éventuelle	(108 319)	—	—	(108 319)
	(503 963)	(149 649)	(223 770)	(130 544)

Variation des passifs financiers nets de niveau 3

Solde au 31 mars 2019	(126 500)
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller (note 8)	(14 769)
Achat de placements	498
Paiement d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale	12 936
Reclassement d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier à titre de capitaux propres	13 091
Changement à la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	1 880
Reclassement des titres détenus au niveau 3	7 167
Titres détenus de niveau 3 acquis dans le cadre de l'acquisition de Patersons (note 8)	778
Variation des titres détenus de niveau 3 au cours de la période	(2 110)
Réévaluation de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle – fluctuations de change	2 813
Solde au 31 décembre 2019	(104 216)

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, il y a eu un changement à la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier donnant lieu à une réduction du goodwill de 2,3 millions \$ (note 9).

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR**i. Instruments financiers de niveau 2**

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 6,4 millions \$ (4,4 millions €) au 31 décembre 2019 (6,6 millions \$ au 31 mars 2019 (4,4 millions €)). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché. Ce placement est classé comme étant un actif financier évalué à la JVAERG.

ii. Instruments financiers de niveau 3

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements détenus à des fins de transaction au 31 décembre 2019 s'établissait à 5,8 millions \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Au 31 décembre 2019, la Société détenait des placements de 3,9 millions \$ dans Family Office Network et dans Capital Markets Gateway, qui ont été classés comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a également réalisé un placement de 0,5 million \$ dans Castle Ridge Asset Management Ltd, qui a aussi été classé comme instrument financier de niveau 3 (note 7).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Thomas Miller. La juste valeur de ces passifs financiers s'approchait de leur valeur comptable au 31 décembre 2019.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures, bien que la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2019 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	1,3 \$ US	1,30 \$ (\$ CA/\$ US)	2 janvier 2020	0 \$
Pour acheter des dollars américains	—	—	—	—

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2019 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	0,2 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2019	0 \$
Pour acheter des dollars américains	5,7 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2019	(9) \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de l'établissement des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 décembre 2019, leur échéance moyenne pondérée était de 45 jours (77 jours au 31 mars 2019). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement au 31 décembre 2019 et au 31 mars 2019. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 décembre 2019			31 mars 2019		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	527 \$	494 \$	44 893 \$	1 124 \$	1 011 \$	102 052 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des obligations en cours au 31 décembre 2019 (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie aussi des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre et au 31 mars 2019, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
31 décembre 2019	292 314	116 096	149 610	310 105
31 mars 2019	314 448	45 328	66 239	407 561

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière.

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ (5,5 millions £) au 31 mars 2019).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a obtenu du financement supplémentaire sur son emprunt de 17,0 millions £ dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 31 décembre 2019, la Société avait un solde impayé de 48,9 millions £ (83,7 millions \$) (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019), déduction faite des remboursements de capital et des frais de financement non amortis. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel variable actuellement fixé à 2,9148 % au 31 décembre 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller, comme il est mentionné précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 650,3 millions \$ (683,2 millions \$ au 31 mars 2019). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit

et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2019, la Société n'avait aucune dette bancaire (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,1 millions \$ US) (2,8 millions \$ au 31 mars 2019 (2,1 millions \$ US)) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Au 31 décembre 2019 et au 31 mars 2019, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 06 Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Courtiers en valeurs mobilières	1 395 804 \$	1 498 516 \$
Clients	384 913	530 933
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	301 191	328 528
Autres	165 014	298 687
	2 246 922	2 656 664

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Courtiers en valeurs mobilières	921 875 \$	1 166 550 \$
Clients	1 336 530	1 499 390
Autres	294 715	457 825
	2 553 120	3 123 765

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges des organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,95 % à 7,75 % et de 0,00 % à 0,15 % au 31 décembre 2019; respectivement de 6,95 % à 8,50 % et de 0,00 % à 0,95 % au 31 mars 2019).

Au 31 décembre 2019, la provision pour créances douteuses était de 5,0 millions \$ (4,2 millions \$ au 31 mars 2019).

NOTE 07 Placements

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence	3 853 \$	2 231 \$
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	4 372	3 993
	8 225	6 224

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth Corp. (« CGGC ») pour un montant de 2,5 millions \$ à un prix de 3,00 \$ l'unité. CGGC était une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Le 26 avril 2019, CGGC a annoncé la conclusion d'une transaction admissible avec Columbia Care LLC et CGGC a été renommée « Columbia Care Inc ». La Société n'est plus réputée exercer une influence notable sur les activités de Columbia Care. Par conséquent, le placement dans Columbia Care est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les titres détenus de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 31 décembre 2019.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 1 334 001 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth II Corp. (« CGGIIIC ») à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 4,0 millions \$. CGGIIIC est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque unité de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 23,5 % dans CGGIIIC et est réputée exercer une influence notable sur les activités de CGGIIIC. Par conséquent, le placement dans CGGIIIC est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Société au titre de la perte nette de CGGIIIC pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 a été de 0,2 million \$.

Au 31 décembre 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait 8 889 actions privilégiées de série A de Family Office Networks Inc. (« FON ») à un prix de 112,50 \$ l'action pour un montant de 1,0 million \$ US (1,3 million \$) (1,0 million \$ US (1,3 million \$) au 31 mars 2019). En outre, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait 579 206 actions privilégiées de série A de Capital Markets Gateway Inc. (« CMG ») à un prix de 3,453 \$ l'action pour un montant de 2,0 millions \$ US (2,6 millions \$)

(2,0 millions \$ US (2,7 millions \$) au 31 mars 2019). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de FON et de CMG. Par conséquent, les placements dans FON et dans CMG sont comptabilisés comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 31 décembre 2019.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a réalisé un placement de 0,5 million \$ pour 37 actions privilégiées de catégorie C dans Castle Ridge Asset Management Limited (« CRAML »). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de CRAML. Par conséquent, le placement dans CRAML est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 31 décembre 2019.

NOTE 08 | Regroupement d'entreprises

i) Patersons Securities Limited

Le 21 octobre 2019, la Société a conclu l'acquisition précédemment annoncée de la totalité du capital social émis de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») (« Patersons »). Patersons Securities Limited offre une gamme étendue de services en matière de gestion de placements, de planification financière, de conseils de courtage et d'exécution à des investisseurs bien nantis de l'Australie. La contrepartie au comptant de 25,0 millions \$ AU (22,6 millions \$ CA) a été versée à la clôture.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, se présente comme suit :

CONTREPARTIE PAYÉE

Trésorerie	22 551 \$
	<u>22 551 \$</u>
ACTIF NET ACQUIS	
Trésorerie	11 118 \$
Créances clients	5 755
Titres détenus	1 654
Actifs d'impôt différé	2 696
Actifs au titre du droit d'utilisation	6 999
Autres immobilisations corporelles	863
Passifs	(19 817)
Immobilisations incorporelles identifiables	7 638
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(2 291)
Goodwill	7 936
	<u>22 551 \$</u>

Des immobilisations incorporelles identifiables de 7,6 millions \$ ont été comptabilisées et sont liées aux relations clients et au portefeuille de contrats. Le goodwill de 7,9 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du coût d'acquisition sont préliminaires. Le coût d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de Patersons sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Patersons ont totalisé 1,6 million \$, et comprennent essentiellement des honoraires professionnels. En outre, des frais de restructuration de 1,3 million \$ ayant trait à certains coûts immobiliers ainsi qu'à certains coûts d'intégration ont été comptabilisés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette affichés par Patersons, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 9,6 millions \$ et 0,7 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Patersons avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2019 à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 937,6 millions \$ et 60,7 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019. Ces chiffres sont fondés sur les résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

ii) Thomas Miller Wealth Management Limited et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited

Le 1^{er} mai 2019, la Société a conclu l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited (collectivement, « Thomas Miller »). Thomas Miller offre des services de planification financière et de gestion de placements aux particuliers, aux fiducies, aux organismes de bienfaisance et aux sociétés du Royaume-Uni. À la contrepartie initiale en espèces de 18,5 millions £ (32,5 millions \$ CA) s'ajoute une contrepartie éventuelle pouvant atteindre 9,5 millions £ (16,7 millions \$ CA) qui sera payable sur une période de trois ans après la conclusion de l'acquisition et sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement fondées sur les produits des activités ordinaires et les actifs pour le compte des clients. Il y a également une contrepartie différée de 0,7 million £ (1,2 million \$ CA) qui a été payée peu de temps après le 31 décembre 2019. Dans le cadre de cette acquisition, un montant supplémentaire de 17,0 millions £ (28,3 millions \$ CA au 31 décembre 2019) a été prélevé sur la facilité de crédit bancaire existante de la Société.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

CONTREPARTIE PAYÉE

Trésorerie	32 458	\$
Contrepartie différée	1 211	
Contrepartie éventuelle	14 769	
	48 438	\$

ACTIF NET ACQUIS

Trésorerie	4 824	\$
Créances clients	2 764	
Autres immobilisations corporelles	1 052	
Passifs	(4 877)	
Immobilisations incorporelles identifiables	32 484	
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(4 088)	
Goodwill	16 279	
	48 438	\$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 32,5 millions \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients. Le goodwill de 16,3 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition peut atteindre 8,4 millions £ (14,8 millions \$ CA) à la date d'acquisition et sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans à compter du 31 décembre 2019. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du coût d'acquisition sont préliminaires. Le coût d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de Thomas Miller sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller ont totalisé 1,5 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette affichés par Thomas Miller, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 7,2 millions \$ et 1,6 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Thomas Miller avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2019 à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 904,8 millions \$ et 60,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019. Ces chiffres sont fondés sur les résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc.

Le 6 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. directement et indirectement par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. (collectivement, « Jitneytrade »). La répartition préliminaire du prix d'acquisition est présentée dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2019. La Société a terminé son analyse au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 et a conclu que la répartition du prix d'acquisition n'a subi aucune modification.

NOTE 09 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Goodwill	Marques (durée indéterminée)	Marques	Relations clients	Technologie	Ententes de non- concurrence	Permis de négociation	Gestion de fonds	Portefeuille de contrats	Baux avantageux	Total
Montant brut											
Solde au 31 mars 2019	692 868	\$ 44 930	\$ 578	\$ 125 303	\$ 35 298	\$ 14 153	\$ 196	\$ 38 985	\$ 6 252	\$ 561	\$ 266 256
Ajouts	24 215	—	—	39 673	1 839	—	—	—	449	—	41 961
Autres	(2 215)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Change	(6 049)	—	(17)	(2 242)	(538)	—	—	(662)	(184)	(18)	(3 661)
Solde au 31 décembre 2019	708 819	44 930	561	162 734	36 599	14 153	196	38 323	6 517	543	304 556
Amortissement et dépréciation cumulés											
Solde au 31 mars 2019	(322 632)	—	—	(72 587)	(20 688)	(14 153)	(196)	(4 111)	—	—	(111 735)
Amortissement	—	—	(167)	(10 291)	(2 016)	—	—	(1 589)	(5 150)	(167)	(19 380)
Change	—	—	4	94	276	—	—	43	115	4	536
Solde au 31 décembre 2019	(322 632)	—	(163)	(82 784)	(22 428)	(14 153)	(196)	(5 657)	(5 035)	(163)	(130 579)
Valeur comptable nette											
31 mars 2019	370 236	44 930	578	52 716	14 610	—	—	34 874	6 252	561	154 521
31 décembre 2019	386 187	44 930	398	79 950	14 171	—	—	32 666	1 482	380	173 977

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (Canaccord Genuity Australia), de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller et de Patersons comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, la technologie et la marque acquise grâce à l'acquisition de Petsky Prunier, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. La marque acquise dans le cadre de l'acquisition de Genuity est considérée comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, il y a eu un changement à la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier LLC donnant lieu à une réduction du goodwill de 2,3 millions \$.

Par suite de l'acquisition de Thomas Miller, la Société a comptabilisé un goodwill de 16,3 millions \$ et des immobilisations incorporelles identifiables de 32,5 millions \$ liées aux relations clients à la date d'acquisition, qui est amorti sur 14,6 ans (note 8).

En outre, par suite de l'acquisition de Patersons, la Société a comptabilisé un goodwill de 7,9 millions \$ et des immobilisations incorporelles identifiables de 7,6 millions \$ liées aux relations clients et au portefeuille de contrats à la date d'acquisition (note 8).

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie (UGT) de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 décembre 2019	31 mars 2019	31 décembre 2019	31 mars 2019	31 décembre 2019	31 mars 2019
UGT de Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Canada (Genuity)	44 930 \$	44 930 \$	101 732 \$	101 732 \$	146 662 \$	146 662 \$
États-Unis (Petsky Prunier)	—	—	100 515	105 682	100 515	105 682
UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	92 263	93 870	92 263	93 870
Royaume-Uni et Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	83 643	68 952	83 643	68 952
Australie	—	—	8 034	—	8 034	—
	44 930	44 930	386 187	370 236	431 117	415 166

Le goodwill qui a déjà été imputé à l'UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.), à l'UGT au Royaume-Uni et en Europe (Hargreave Hale) et à l'UGT au Royaume-Uni et en Europe (McCarthy Taylor) est maintenant combiné au goodwill lié à l'acquisition de Thomas Miller (note 8) et ensemble, ils forment l'UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni). Le changement apporté aux UGT fait état des modifications de processus adoptées par la direction pour surveiller et revoir ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ainsi que les synergies des diverses activités commerciales maintenant comprises dans l'ensemble du groupe de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Étant donné que la Société gère ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe comme une seule unité d'exploitation, il importe d'imputer le goodwill acquis dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller à une UGT aux fins du test de dépréciation du goodwill.

De plus, le goodwill auparavant affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Genuity) et à Jitneytrade a été regroupé en une seule UGT pour faire état de l'intégration des deux secteurs.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 31 décembre 2019. Aucun test de dépréciation n'a été effectué à l'égard de l'UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie compte tenu de la proximité de la date de conclusion de l'acquisition de Patersons le 21 octobre 2019 à la date de clôture du 31 décembre 2019.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT dont la valeur comptable comprend un goodwill en date du 31 décembre 2019 sont Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsky Prunier), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie). Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2019). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 5,0 % pendant la période de projection (5,0 % au 31 mars 2019) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Le taux de croissance final utilisé pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsky Prunier), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2019).

NOTE 10 | Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial/étatique combiné du fait des éléments suivants :

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2018 (retraités) (note 22)
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % à l'exercice 2019)	6 033 \$	10 964 \$	18 837 \$	23 520 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(1 930)	(875)	(3 710)	(1 460)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	1 367	789	2 554	2 915
Paievements fondés sur des actions	527	1 031	690	130
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	140	(3 253)	819	(4 530)
Comptabilisation de l'actif d'impôt différé	(6 000)	—	(7 235)	—
Autres	(271)	659	558	175
(Utilisation des pertes fiscales antérieurement non comptabilisées) pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	(423)	(1 164)	(3 016)	(2 763)
Charge d'impôt – exigible et différée	(557)	8 151	9 497	17 987

NOTE 11 | Dette subordonnée

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500 \$	7 500 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM). Au 31 décembre 2019 et au 31 mars 2019, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 7,95 % et 7,95 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 12 | Emprunt bancaire

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Emprunt	84 953 \$	60 326 \$
Moins : frais de financement non amortis	(1 266)	(662)
	83 687	59 664
Tranche à court terme	6 843	9 294
Tranche à long terme	76 844	50 370

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a obtenu du financement supplémentaire sur son emprunt de 17,0 millions £ dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 31 décembre 2019, la Société avait un solde impayé de 48,9 millions £ (83,7 millions \$) (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019), déduction faite des remboursements de

capital et des frais de financement non amortis. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel variable actuellement fixé à 2,9148 % au 31 décembre 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

NOTE 13 Débentures convertibles

	31 décembre 2019		31 mars 2019	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	128 040 \$	5 156 \$	127 225 \$	5 156 \$

Au cours de la période close le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débentures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débentures subordonnées éteintes (note 22).

Les conditions relatives aux débentures convertibles sont présentées à la note 17 des états financiers consolidés du 31 mars 2019.

NOTE 14 Actions privilégiées

	31 décembre 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641	8 433 206	205 641	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 18 des états financiers consolidés du 31 mars 2019.

NOTE 15 Actions ordinaires et bons de souscription

	31 décembre 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions ordinaires				
Émises et entièrement libérées	739 570 \$	107 291 976	787 096 \$	115 616 744
Détenues pour prêts destinés à l'achat d'actions	(1 371)	(284 645)	(3 647)	(346)
Détenues dans le cadre du RILT	(76 618)	(12 372 986)	(110 553)	(18 036 064)
Actions faisant l'objet d'engagements d'achat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1 481)	(219 600)	—	—
	660 100	94 414 745	672 896	97 580 334

	31 décembre 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre de bons de souscription	Montant	Nombre de bons de souscription
Bons de souscription				
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	— \$	—	1 975 \$	3 438 412

Les conditions relatives aux bons de souscription sont présentées dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019.

Le 17 juin 2019, à la date d'acquisition des droits relatifs aux bons de souscription, les conditions relatives aux bons de souscription ont été modifiées, entraînant ainsi leur reclassement de capitaux propres à passif évalué à la juste valeur à la date de la modification des bons de souscription. Les bons de souscription sont venus à échéance le 17 décembre 2019.

ij AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2019	115 616 744	787 096 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	5 901	54
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	144 914	732
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(7 272 727)	(40 000)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1 202 856)	(8 312)
Solde au 31 décembre 2019	107 291 976	739 570

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019, qui a expiré le 9 août 2019, la Société a offert de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires. La Société a réalisé l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui a permis aux actionnaires qui souhaitaient y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel devait se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ par action ordinaire). À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 5,50 \$ était le prix d'achat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximum d'actions ordinaires valablement déposées et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué jusqu'à concurrence d'un prix de rachat global de 40,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 7 272 727 de ses actions ordinaires au prix de 5,50 \$ l'action ordinaire, ce qui représentait environ 6,28 % des actions ordinaires émises et en circulation sur une base non diluée au 3 juillet 2019. Ces actions ont été annulées avec prise d'effet le 19 août 2019.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, 1 202 856 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA et 9 800 actions ont été rachetées, mais n'avaient pas encore été annulées, au 31 décembre 2019.

En outre, la Société a conclu un régime d'achat d'actions automatique non résiliable avec un courtier désigné au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2020 à la date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Par conséquent, la Société a accumulé une charge à payer de 1,5 million \$ au 31 décembre 2019, correspondant à l'estimation de la valeur du nombre maximal d'actions (219 600) que la Société s'est engagée à racheter dans le cadre du régime d'achat d'actions automatique non résiliable.

iii) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2019 \$	31 décembre 2018 \$	31 décembre 2019 \$	31 décembre 2018 (retraités) (note 22) \$
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	22 509 \$	32 457 \$	60 202 \$	67 867 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 351)	(2 351)	(7 053)	(7 053)
Quote-part de la perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	—	(4 892)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	20 158	30 106	53 149	55 922
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	96 861 164	97 162 550	99 825 130	96 116 700
Résultat de base par action	0,21 \$	0,31 \$	0,53 \$	0,58 \$
Résultat par action ordinaire après dilution				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	20 158	30 106	53 149	55 922
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt	1 716	1 701	5 136	5 476
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	21 874	31 807	58 285	61 398
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	96 861 164	97 162 550	99 825 130	96 116 700
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	12 242 886	16 865 445	12 282 866	16 922 202
Effet dilutif lié aux bons de souscription (nombre)	—	782 359	—	873 288
Effet dilutif lié au billet payable (nombre)	1 110 124	1 053 053	1 110 124	415 451
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	—	33 151	—	33 170
Effet dilutif lié aux débetures convertibles (nombre)	13 272 500	13 272 500	13 272 500	13 272 500
Effet dilutif lié à l'acquisition de Petsky Prunier (nombre)	2 211 000	—	2 211 000	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	125 697 674	129 169 058	128 701 620	127 633 311
Résultat par action ordinaire après dilution	0,17 \$	0,25 \$	0,45 \$	0,48 \$

NOTE 16 | Dividendes**DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES**

La Société a déclaré le dividende sur actions ordinaires suivant pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
29 novembre 2019	10 décembre 2019	0,05 \$	5 390 197 \$
30 août 2019	10 septembre 2019	0,05 \$	5 423 873 \$
21 juin 2019	2 juillet 2019	0,17 \$	19 677 085 \$

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 mars 2020 aux actionnaires inscrits le 28 février 2020 (note 21).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
20 décembre 2019	31 décembre 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
13 septembre 2019	30 septembre 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
21 juin 2019	2 juillet 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 mars 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 20 mars 2020 (note 21).

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 mars 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 20 mars 2020 (note 21).

NOTE 17 | Régimes de paiement fondé sur des actions**i. RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT »), ou le « régime », des unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans, sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Pour ce qui est des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, les droits continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. Ces UATI sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle les attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 6 117 024 UATI attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de la période close le 31 décembre 2019 (4 661 519 UATI le 31 décembre 2018). Les fiducies ont acquis 5 746 334 actions ordinaires au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 (4 485 030 actions ordinaires le 31 décembre 2018).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 s'est établie à 5,43 \$ (7,06 \$ au 31 décembre 2018).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2019	18 364 934
Attributions	6 117 024
UATI dont les droits sont acquis	(11 377 723)
UATI dont les droits ont été retirés	(13 777)
Attributions en cours au 31 décembre 2019	13 090 458

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2019	18 036 064
Actions acquises	5 746 334
Actions libérées à l'acquisition des droits	(11 409 412)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 décembre 2019	12 372 986

ii. UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. Le 12 juin 2018, la Société a attribué 877 485 unités aux termes du régime d'UALR. La Société a également attribué 1 844 497 UALR supplémentaires le 6 juin 2019. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. La valeur comptable du passif comptabilisée dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 13,1 millions \$ au 31 décembre 2019 (5,7 millions \$ au 31 mars 2019).

iii. OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ l'action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Le 12 juin 2019, la Société a attribué 100 000 options selon les mêmes modalités que celles de l'attribution du 14 juin 2018 (y compris une durée de vie de cinq ans à compter du 14 juin 2018). À des fins comptables selon l'IFRS 2, la date d'attribution des options sur actions liées au rendement initiales est le 2 août 2018, soit la date d'approbation du régime d'options sur actions liées au rendement au cours de l'assemblée générale annuelle. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain sur le prix d'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 31 décembre 2019 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 31 mars 2019	6 220 000	6,76
Attribuées	100 000	6,73
Exercées	—	—
Solde au 31 décembre 2019	6 320 000	6,76

Comme défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, l'incidence des conditions de marché, telles qu'un objectif de prix de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Le modèle de simulation de Monte Carlo est utilisé pour simuler une fourchette de cours futurs de l'action possible de la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'échéance des options sur actions liées au rendement. L'objectif de ce modèle est d'employer une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement selon l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont été utilisées avec le modèle de simulation Monte Carlo pour les attributions faites jusqu'à maintenant :

Rendement de l'action	2,16 %
Volatilité prévue	40,92 %
Taux d'intérêt sans risque	2,24 %
Durée de vie prévue	4 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions liées au rendement attribuées est de 1,93 \$ par option. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, une charge de rémunération de 3,1 millions \$ a été comptabilisée (0,7 million \$ au 31 décembre 2018).

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

iv. AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, une charge de rémunération de 2,1 millions \$ a été comptabilisée (néant au 31 décembre 2018).

v. CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2018
RILT	3 459 \$	4 669 \$	11 461 \$	17 007 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	—	279	—	314
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	(121)	176	(463)	161
UALR (réglées en trésorerie)	(2 580)	—	(3 527)	500
Options sur actions liées au rendement	990	1 062	3 089	1 801
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	830	—	2 068	—
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	2 578	6 186	12 628	19 783

NOTE 18 Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Créances clients	2 165	837
Dettes fournisseurs et charges à payer	733	942

NOTE 19 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur **Marchés des capitaux Canaccord Genuity** inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris à Dubai), en Australie et aux États-Unis. À compter de l'exercice concerné commençant le 1^{er} avril 2019, les Autres établissements à l'étranger, comprenant nos activités à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupés avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

Le secteur **Gestion de patrimoine Canaccord Genuity** offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, de l'Australie et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marché des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity au Canada, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et de Jitneytrade. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Marché des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Patersons est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est

géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Pour les périodes de trois mois closes les

	31 décembre 2019				31 décembre 2018			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	36 394	110 797	—	147 191	49 398	93 717	—	143 115
Financement de sociétés	42 619	8 931	—	51 550	84 399	14 579	—	98 978
Honoraires de consultation	60 578	113	—	60 691	40 049	649	—	40 698
Négociation à titre de contrepartiste	27 104	45	—	27 149	30 746	53	(23)	30 776
Intérêts	6 563	7 614	2 445	16 622	3 522	5 578	3 603	12 703
Autres	916	884	3 011	4 811	1 259	1 403	2 668	5 330
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	146 112	97 384	11 748	255 244	169 443	88 727	16 255	274 425
Charges d'intérêts	3 695	1 959	2 836	8 490	2 432	847	2 624	5 903
Amortissement	3 395	4 885	135	8 415	1 639	3 910	126	5 675
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation	3 416	1 480	936	5 832	—	—	—	—
Frais de développement	54	6 469	37	6 560	135	4 482	44	4 661
Frais de restructuration	—	1 250	—	1 250	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	—	170	—	170
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	(60)	(60)	—	—	157	157
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	17 502	14 957	(10 176)	22 283	35 724	17 843	(12 958)	40 609
Imputations intersectorielles	3 949	2 606	(6 555)	—	4 628	3 030	(7 658)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	13 553	12 351	(3 621)	22 283	31 096	14 813	(5 300)	40 609

Pour les périodes de neuf mois closes les

	31 décembre 2019				31 décembre 2018 (retraité) (note 22)			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	106 858	314 450	—	421 308	134 355	284 542	—	418 897
Financement de sociétés	154 898	33 445	—	188 343	196 417	37 508	—	233 925
Honoraires de consultation	156 059	451	—	156 510	108 606	1 402	—	110 008
Négociation à titre de contrepartiste	73 447	35	—	73 482	90 617	39	(23)	90 633
Intérêts	17 988	22 506	7 974	48 468	10 475	18 313	8 487	37 275
Autres	3 640	2 610	9 858	16 108	3 809	2 877	8 335	15 021
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	429 722	276 956	39 670	746 348	449 871	260 882	45 412	756 165
Charges d'intérêts	11 575	4 877	8 462	24 914	7 612	3 706	8 397	19 715
Amortissement	10 246	13 788	366	24 400	5 549	12 225	737	18 511
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation	10 339	4 299	2 715	17 353	—	—	—	—
Frais de développement	445	14 161	157	14 763	309	12 146	118	12 573
Frais de restructuration	—	2 348	—	2 348	1 316	—	—	1 316
Frais connexes aux acquisitions	1 806	2 308	—	4 114	1 173	170	—	1 343
Perte sur extinction de débtures convertibles	—	—	—	—	—	—	8 608	8 608
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	174	174	—	—	415	415
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	48 757	54 760	(33 712)	69 805	78 449	55 552	(46 888)	87 113
Imputations intersectorielles	12 721	10 238	(22 959)	—	13 043	10 048	(23 091)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	36 036	44 522	(10 753)	69 805	65 406	45 504	(23 797)	87 113

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, et en Europe (y compris Dubaï), en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. À compter de l'exercice qui commence le 1^{er} avril 2019, notre région Autres établissements à l'étranger sera affectée à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2019 \$	31 décembre 2018 \$	31 décembre 2019 \$	31 décembre 2018 \$
Canada	98 624	143 252	333 919	374 401
Royaume-Uni et Europe (y compris Dubaï)	102 093	100 319	282 789	271 392
États-Unis	83 115	81 747	246 981	231 911
Australie	24 182	6 296	40 530	28 080
Autres établissements à l'étranger	—	(14)	—	(25)
	308 014	331 600	904 219	905 759

NOTE 20 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2019	5 671	12 541	18 212
Ajouts	2 666	2 348	5 014
Utilisées	(3 651)	(11 885)	(15 536)
Solde au 31 décembre 2019	4 686	3 004	7 690

ENGAGEMENTS, PROCÉDURES DE LITIGE ET PASSIF ÉVENTUEL

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 décembre 2019, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a comptabilisé des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 31 décembre 2019, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

Il n'y a pas eu de changements supplémentaires aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à ceux présentés aux notes 26 et 27 de ses états financiers consolidés audités au 31 mars 2019, à la note 20 de ses états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de trois mois close le 30 juin 2019 et à la note 20 de ses états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de six mois close le 30 septembre 2019.

NOTE 21 | Événements postérieurs à la date de clôture**i. DIVIDENDES**

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 mars 2020 aux actionnaires inscrits le 28 février 2020 (note 16).

Le 5 février 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 mars 2020 aux actionnaires inscrits le 20 mars 2020 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 mars 2020 aux actionnaires inscrits le 20 mars 2020 (note 16).

NOTE 22 | Retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.